

l'Anticapitaliste

n°436 | 28 juin 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA

**DE FORD BLANQUEFORT
AUX SERVICES PUBLICS**



LUTTER ENSEMBLE

**CONTRE LES LICENCIEMENTS ET
LES SUPPRESSIONS DE POSTES**

Dossier

**LGBTI: NOS DÉSIRES
FONT DÉSORDRE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Des vivants, des passeports
et des morts

Page 2

PREMIER PLAN

APL: le gouvernement s'en
prend encore aux plus pauvres

Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Colombie: l'extrême droite
revient au pouvoir

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Charles Piaget, l'un
des animateurs de la lutte des Lip

Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Des vivants, des passeports et des morts

« Le passeport est la partie la plus noble de l'homme. D'ailleurs, un passeport ne se fabrique pas aussi simplement qu'un homme. On peut faire un homme n'importe où, le plus étourdiment du monde et sans motif raisonnable; un passeport, jamais. Aussi reconnaît-on la valeur d'un bon passeport, tandis que la valeur d'un homme, si grande qu'elle soit, n'est pas forcément reconnue. » Ainsi s'exprime Kalle, l'un des deux protagonistes des *Dialogues d'exilés* de Bertolt Brecht, rédigés par l'auteur allemand au début des années 1940, alors qu'il était lui-même en exil. Des lignes qui trouvent aujourd'hui une résonance particulière, à l'heure où un ministre fasciste italien salue comme une victoire le fait de renvoyer en pleine mer un bateau d'exiléEs, où l'on criminalise, de la Hongrie à la France, l'assistance à celles et ceux qui fuient la guerre et la misère, et où l'Europe tout entière se mure derrière des barbelés et construit toujours plus de camps pour « trier » les migrantEs. Des lignes qui trouvent une résonance particulière à l'heure où aux États-Unis, en à peine un mois, plus de 2300 enfants de migrantEs ont été séparés de leurs parents, où une partie de ces enfants ont été enfermés dans des cages, et où l'armée US propose d'utiliser des bases désaffectées pour construire des camps pour les migrantEs, dont l'un pourrait accueillir près de 50 000 personnes près de San Francisco, en Californie. La Californie fut précisément, à partir de 1941, la terre d'accueil de Bertolt Brecht, où il acheva la rédaction de ses *Dialogues d'exilés* : une ruse de l'histoire ? L'histoire toussé. L'histoire crache du sang. L'histoire a de nouveau chopé un sale virus. Un virus contagieux, qui se répand à grande vitesse au sein du petit club des pays les plus riches, lesquels rivalisent de cynisme et de morbide inventivité pour justifier l'injustifiable. Un virus mortel, qui tue des milliers d'exiléEs et en renvoie des dizaines, des centaines de milliers d'autres à la mort, alors que les richesses débordent et qu'il y aurait largement de quoi accueillir tout le monde. Mais l'histoire n'est pas écrite. L'histoire n'est pas finie. Et la lutte continue. En solidarité avec les migrantEs. Contre les assassins qui nous gouvernent. Contre leur monde barbare. S'il est combattu, le virus peut être vaincu. Il doit être vaincu. En se souvenant de l'exilé Brecht : « *Ceux qui se battent peuvent perdre; ceux qui ne se battent pas ont déjà perdu.* »

BIEN DIT

« Quand, dans cent ans, on sondera les fonds de ce petit bout de Méditerranée et qu'on y trouvera des centaines de corps humains, on se demandera quelle guerre s'est jouée là. »

ROBERTO SAVIANO (écrivain italien), lemonde.fr, 21 juin 2018.

À la Une

DE FORD BLANQUEFORT AUX SERVICES PUBLICS

Lutter ensemble contre les licenciements et les suppressions de postes

En appelant à la mobilisation contre la fermeture de leur usine et les différents projets de fermetures de sites, les salariéEs de Ford Blanquefort remettent dans le champ politique la question des licenciements.

En effet, alors que Hollande et Macron se disputent la paternité de ce qu'ils appellent la « relance économique », de nombreux économistes s'interrogent sur les causes d'une consommation qui reste faible. Il n'y a pourtant pas de mystère. Car, si on peut leur faire confiance lorsqu'ils claironnent la bonne santé des entreprises, 90 milliards de bénéfices nets cumulés pour 2017 pour les 40 principales entreprises françaises (en hausse de 21,6% par rapport à 2016), ce n'est pas du tout la perception qu'en ont les salariéEs, les privéEs d'emplois ou les jeunes en galère. Et pour cause, puisque ce sont les suppressions d'emplois et le développement massif de la précarité qui font l'augmentation des profits distribués aux actionnaires.

Plans de licenciements en cascade

En effet, au début des années 2010, les entreprises qui licenciaient le justifiaient par l'annonce de déficits et la nécessité de réorganiser pour « sauver d'autres emplois ». Aujourd'hui, dans le monde de Macron, on ne parle plus de licenciement, mais de suppression d'emploi, comme si cela n'avait pas toujours les mêmes conséquences sur la vie des salariéEs et de leurs familles. Et les plans de suppressions d'emplois, il en pleut dans tous les secteurs de l'activité économique mondiale. Dans l'industrie, bien sûr. À commencer, si l'on ne prend que les grandes entreprises, par l'automobile. En 2017 tous les groupes de l'automobile ont réalisé de confortables bénéfices avec des marges pour la plupart supérieures à 5%. Et ils annoncent des suppressions d'emplois par milliers : Ford en



fermant l'usine de Blanquefort supprimerait 900 emplois; dans le même temps, PSA qui a racheté Opel va supprimer 3 700 emplois en Allemagne cette année; Jaguar et Land Rover 1000 en Angleterre; General Motors va en supprimer 1000 en Ohio; Tesla vient d'annoncer 3 000 suppressions de postes à son siège aux États-Unis.... Mais c'est également le cas dans des secteurs moins « traditionnels » de l'industrie. Ainsi Airbus qui a supprimé dans l'année en cours 1164 postes en Europe, dont 639 en France, vient d'annoncer 3 700 suppressions de postes supplémentaires dont 470 en France. L'entreprise Ricoh qui produit du matériel de bureautique vient

d'annoncer 360 suppressions d'emplois en France (soit 15% des effectifs).

De la banque à la fonction publique

Et si on sort de l'industrie, du côté des banques, ce sont des plans bien plus drastiques. Alors que les six plus grandes banques françaises ont réalisé en 2017 la coquette somme de 23,5 milliards de bénéfices, elles annoncent entre 7 000 et 8 000 suppressions de postes, soit 20% des emplois, au nom de la « dématérialisation » qui viderait les agences bancaires. Dans la grande distribution, Carrefour a fait la « Une » : après la suppression de 2 400 emplois au

siège, qui ont valu un gros chèque au PDG sur le départ, un nouveau plan de 485 suppressions d'emploi dans les hypermarchés est en cours ainsi que le licenciement des 1 800 salariéEs travaillant dans les anciens magasins DIA qui vont fermer.

Du côté de la fonction publique, ce n'est pas mieux : 2 600 postes de stagiaires en moins dans les collèges et lycées à la rentrée prochaine; les réformes du bac et de la voie professionnelle, si elles s'appliquaient, entraîneraient 4 000 à 5 000 suppressions de poste chacune. 15 000 emplois hospitaliers sont en outre menacés, tout cela en attendant les annonces plus précises de CAP 2022 qui sous diverses formes vise à supprimer les 120 000 postes comme « promis » par Macron dans sa campagne.

Ensemble contre les licenciements

Alors il y a urgence à exiger des comptes : ces emplois ce ne sont pas des statistiques ou des variables d'ajustement pour faire grimper la « profitabilité », ce sont des vies. Celles des salariéEs qui risquent de les perdre, celles des privéEs d'emplois et des jeunes qui galèrent de CDD en intérim. Le gouvernement et les dirigeants des entreprises sont prêts à sacrifier nos vies pour leurs profits, exigeons qu'ils sacrifient leurs profits pour préserver nos vies. Les leçons de ces dernières années et de ces derniers mois, c'est que nous n'y parviendrons pas boîte par boîte ou secteur par secteur : c'est pour cela que la manifestation du 30 juin à l'appel des Ford doit être une première étape de la construction d'un mouvement « *Tous et toutes ensemble contre les licenciements.* »

Cathy Billard

TURQUIE

Résultats peu surprenants lors des élections surprise

Le 18 avril, lorsqu'Erdogan a annoncé qu'il y aurait des élections anticipées le 24 juin, tout le monde a été surpris, y compris certains cadres de son propre parti. Mais les résultats des élections ne sont, eux, guère surprenants.

Erdogan a gagné la présidentielle dès le premier tour, avec 52,59% des voix, et son parti a obtenu 42,56% des suffrages lors de l'élection au Parlement. Son plus sérieux rival, Muharrem Ince, candidat du CHP (principal parti d'opposition, d'orientation sociale-libérale), a obtenu 30,64% des voix et son parti 22,64%. Selahattin Demirtas du HDP (coalition

de la gauche et du mouvement kurde) a réalisé un score de 8,4% (11,7% pour son parti).

L'extrême droite en progression

La principale surprise est venue du MHP (extrême droite, parti des Loups gris), qui soutenait Erdogan pour la présidentielle mais qui a obtenu 11,1% des voix lors du scrutin parlementaire.

Tous les sondages indiquaient qu'ils obtiendraient nettement moins de voix, notamment dans la mesure où le parti a récemment scissionné, avec la naissance d'un autre parti d'extrême droite nationaliste [le « Bon parti »], dirigé par l'ancienne ministre de l'Intérieur Meral Aksener, connue pour les meurtres, kidnappings et disparitions de militantEs kurdes qui ont eu lieu durant son exercice. Elle n'a obtenu, contrairement à ce qui était attendu, que 7,29% aux élections, mais son parti a reçu 9,95% des votes. Ce qui signifie que l'extrême droite représente aujourd'hui 21% (11,1 + 9,95) des suffrages aux élections parlementaires.

Lorsque l'on sait que le MHP est le principal partenaire de l'AKP d'Erdogan, tout semble indiquer qu'Erdogan va poursuivre une politique encore plus nationaliste et encore plus agressive, avec notamment des opérations militaires contre les Kurdes, afin de conserver le soutien du MHP.

L'augmentation des votes pour le MHP est la question la plus discutée depuis les élections. Et il semble que personne n'ait de véritable réponse, même s'il est évident que les opérations militaires conduites par l'armée turque ont contribué à faire monter le nationalisme et que, contrairement aux pronostics d'Erdogan, ce phénomène a davantage bénéficié au MHP qu'à l'AKP.

Même si le nombre de voix qu'il a obtenues n'est pas très élevé, l'un des candidats les plus scrutés a été Selahattin Demirtas (HDP), qui a fait campagne depuis la prison au moyen de tweets publiés chaque jour par ses avocats. Et si son score est passé de 9,76% à 8,4%,

Dès le premier jour où il a été question de négociation, la direction des chèques a décidé d'en finir avec l'occupation des locaux. Le 6 ou le 7 juin, les pompiers aidés d'un chef de centre proche du syndicat fasciste, la CFT, viennent expulser «la chienlit» et mettre fin à l'occupation. La photo de la grimpeuse du chef de centre à l'échelle des pompiers pour ouvrir une fenêtre est restée célèbre parmi les employées des Chèques. Les occupantes ont été délogées les unes après les autres, l'opération a pris un certain temps. Durant ce mois de juin, les négociations sont en cours, l'occupation des locaux a pris fin, les trains recommencent à circuler, les grévistes reviennent de province, une assemblée générale va être réunie pour décider de la suite. Le résultat des négociations est annoncé par la CGT. Il a été obtenu un samedi libre sur deux, un retour sur quatre, ce qui correspond à 4 heures de réduction du temps de travail hebdomadaire, et 200 francs d'augmentation pour toutes. Ont également été gagnés : les accueils des jeunes arrivantes dans les gares



Aux Chèques de Paris, fin de la grève mais pas de la lutte

Suite de l'article publié la semaine dernière dans l'Anticapitaliste.

parisiennes ainsi que le droit syndical et des locaux syndicaux à Paris-Chèques. Quand les filles parties en province entendent ce qui a été acquis, elles votent la reprise à main levée, sans hésiter. Elles n'avaient pas espéré autant. Mais pour celles qui comme moi ont vécu cette grève, même avec les revendications satisfaites, on n'avait pas envie de reprendre le collier. La CFDT appelle à poursuivre le mouvement, mais nous sommes ultra minoritaires à voter en ce sens. Ce fut la reprise du travail, la mort dans l'âme, le contact rugueux avec les non-grévistes, le cauchemar des coffres débordant de chèques « en souffrance ». La manif de la droite, qu'on avait cru un moment disparue, a déferlé sur les Champs-Élysées, ils ont eu peur pour leur « bien », pour leur fric, pour leur ordre et là ils reviennent

dans leur quartier pour signifier que ça a assez duré ! Pour celles qui avaient vécu ce moment de parole, d'échanges, de lutte, la vie avait changé de couleur, des possibles avaient été entrevus, la reprise du travail même avec les revendications satisfaites était un crève-cœur. Pourtant, il a fallu frimer devant les anti-grèves et montrer sans états d'âme que c'étaient nous, les grévistes, qui avions gagné. Heureusement assez vite on a repris le chemin de l'action sur nos thèmes favoris, les horaires, les cadences... Les procès-verbaux destinés à nous faire peur avaient beaucoup perdu de leur effet. Et ce fut tout l'après-68 avec tout ce qui changeait partout, les femmes qui fêtaient « plus inconnu que le soldat inconnu, sa femme ! », les immigrés qui sortaient de l'ombre, y compris chez Citroën où l'extrême

droite avait du mal à imposer sa loi, les luttes sur la contraception et l'avortement avec le MLAC, les luttes sur l'homosexualité, les groupes femmes et, « en même temps », comme dirait Macron, des forces qui tentaient de canaliser ces mouvements. On a résisté tant qu'on a pu mais il y en eut de plus forts que nous, d'abord pour minimiser le mois de mai 1968 dans le monde du travail, ensuite le faire oublier et, pire encore, dans les années 1984-1990, le dénigrer, moquer les « dinosaures » soixante-huitards, enfin tout mettre en œuvre pour tenter d'éteindre cet élan. Mais aujourd'hui nous sommes là, jeunes et plus très jeunes, pour dire que les luttes, ce n'est pas fini, et qu'en 2018 il est des combats à reprendre, d'autres à continuer, d'autres à inventer et qu'enfin notre lutte collective ne cesse jamais. **Gisèle Moulié**

A peine en place, le gouvernement s'en était pris aux dispositifs d'aide au logement en plein été 2017, en imposant une baisse unilatérale de 5 euros de toutes les APL. Cette attaque avait fait polémique, d'autant plus qu'elle avait lieu au moment où le gouvernement prenait des mesures de suppression de l'impôt sur les grandes fortunes et autres cadeaux aux plus riches. On peut même considérer que c'est la mesure fondatrice de l'image qui colle à la peau du pouvoir depuis lors : le gouvernement des riches, le président des riches.

Une augmentation du coût de la vie

Le pouvoir avait ensuite ponctionné le budget des bailleurs sociaux en leur imposant une baisse annuelle de 50 à 60 euros des APL avec interdiction pour eux de la répercuter sur le loyer. Une perte sèche pour les bailleurs, qui ont été fragilisés par cette mesure. Moins d'argent donc pour les nouvelles constructions, les réhabilitations, et c'est tout le logement social qui est atteint. Et voilà qu'on découvre un troisième mauvais coup. C'est la Fondation

APL Le gouvernement s'en prend encore aux plus pauvres

La baisse de 5 euros des APL n'aura donc pas suffi. La Fondation Abbé Pierre vient en effet de révéler que le gouvernement avait décidé de geler le montant des APL, ce qui entraîne mécaniquement une augmentation du coût de la vie pour les personnes et les foyers les plus pauvres.

Abbé Pierre qui a levé un lièvre qui était jusqu'alors passé inaperçu : dans la loi de finances votée en décembre 2017, il a en effet été glissé la non-réévaluation du montant de l'APL en 2018. Elle est normalement indexée chaque année en octobre sur l'évolution moyenne des loyers, et aurait donc dû être augmentée de 1,8% (l'indice de révision des loyers), soit 4,20 euros par mois sur un niveau moyen d'APL de 231 euros. Évidemment, ce sont les locataires qui ont le plus besoin de l'APL qui vont être le plus impactés par cette « non-augmentation », comme le dit Jacques Mézard, le ministre de la Cohésion des territoires, dans un euphémisme typique de la Macronie. Ils et elles en paieront le prix, avec

ce qui est rien moins qu'une hausse directe du coût de la vie. En effet, comme l'a rappelé par exemple le journaliste économique Romaric Godin sur Mediapart le 22 juin, « toute "non-augmentation" se traduit donc par un fait simple : une dévalorisation de fait des APL et la nécessité pour ses bénéficiaires d'assumer la hausse des prix par leurs autres revenus. C'est donc bien une perte sèche pour ceux qui touchent les APL, même si la valeur nominale du montant versé reste la même. »

Qui sème la misère...

Mises bout à bout, les multiples attaques contre les APL font bien système : charge contre le logement social, charge contre les

aides sociales, aggravation des conditions de vie des plus précaires d'un côté pendant qu'on s'assure des cadeaux aux patrons et aux plus riches (10 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux entreprises et aux ménages les plus aisés en 2018), un train de vie fastueux pour les autres, jusqu'à la caricature avec la révélation de dépenses de 500 000 euros pour... le service de vaisselle de l'Élysée, ou de l'utilisation par Macron d'un avion pour parcourir 110 kilomètres... Tout cela ne devrait pas durer éternellement : à force de tirer sur la corde, le président des riches et son gouvernement du mépris récolteront, tôt ou tard, la colère. **Jean-Marc Bourquin**

son parti a toutefois réussi à passer la barre des 10% nécessaires pour être représenté au Parlement. Le HDP a perdu quelques voix, notamment dans les zones kurdes, mais il a compensé cette perte en gagnant de nouveaux suffrages dans l'ouest du pays. Il semble qu'il y a eu une tendance chez certains électeurs « laïcs » à voter pour Ince (CHP) à la présidentielle mais pour le HDP au Parlement afin de s'assurer qu'il y serait représenté. C'est un phénomène notable au regard des positions traditionnellement nationalistes de ces électeurs.

Pas de fraude massive

Le principal parti d'opposition, le CHP, et son candidat Ince ont attiré beaucoup l'attention durant la campagne en raison des discours du candidat, de ses polémiques avec Erdogan et de l'organisation de manifestations massives. Ince a suscité un véritable enthousiasme chez les supporters du

parti. Certains affirment qu'il y aurait eu 5 millions de personnes lors de son meeting/rassemblement à Istanbul, ce qui est sûrement exagéré, mais il est clair que la participation aux différentes initiatives a été massive. Mais il semble que cet enthousiasme ne l'a pas tant servi, si ce n'est pour renforcer les cadres du parti et pour consolider un électorat « laïc ». Et lorsque les résultats ont été proclamés, la majorité de ses supporters ont refusé de croire qu'ils étaient authentiques. Sur les réseaux sociaux, certains ont dénoncé la fraude électorale, mais des officiels du CHP ont rapidement déclaré qu'au-delà de quelques incidents mineurs, il n'y avait pas de fraude massive. En réalité, et ce spécialement à l'occasion des dernières élections, l'opposition turque est bien organisée pour empêcher la fraude : dans chaque bureau de vote il y a au moins un observateur de l'opposition durant le vote et le dépouillement. Et grâce à un logiciel dédié, chaque

VICTOIRE ÉCRASANTE D'ERDOGAN



observateur peut télécharger sur son téléphone un rapport officiel et tamponné de son bureau de vote, ce qui permet à chaque parti de vérifier que les chiffres concordent. C'est ainsi que les officiels du CHP ont rapidement déclaré que les résultats officiels étaient

les mêmes que ceux qu'ils avaient obtenus, et que le principal candidat d'opposition Ince a envoyé un SMS à un journaliste, alors que le décompte officiel n'était pas terminé, affirmant : « C'est l'autre qui a gagné. » **Metin Feyyaz (traduction J.S.)**

Le chiffre 920 000

C'est, selon l'ONU, le nombre de personnes déplacées en Syrie depuis le début de l'année 2018, soit le chiffre le plus élevé depuis 2011. Un chiffre auquel pourraient s'ajouter 200 000 déplacés supplémentaires alors que le gouvernement syrien vient de lancer une nouvelle offensive, contre la province de Deraa dans le sud du pays. Au total, depuis 2011, 6,2 millions de Syriens sont déplacés à l'intérieur du pays, et 5,6 millions sont réfugiés dans les pays voisins.



Agenda

Jeudi 28 juin, manifestation interprofessionnelle, Paris. Départ à 14 h de Bastille en direction de République.

Jeudi 28 juin, formation-débat Comprendre et discuter les stratégies des mouvements autonomes, Paris. À 19 h, à l'Ageca, 177, rue de Charonne, 75011 Paris, métro Alexandre-Dumas.

Jeudi 28 juin, projection-débat « Frères de classe » en présence du réalisateur Christophe Cordier, Paris 18^e. À 19 h 30, à La Terrasse, 73, rue Marcadet. Organisé par le NPA 17-18.

Samedi 30 juin, marche des Fiertés, Paris. Départ 14 h de Concorde en direction de République.

Samedi 30 juin, manifestation « L'usine Ford, ça concerne tout le monde », Bordeaux. À 14 h, Pey Berland.

À SUIVRE SUR www.npa2009.org

NO COMMENT

« Faire grève contre une loi, en démocratie, c'est curieux. »

ÉDOUARD PHILIPPE, 20 minutes, 14 juin 2018.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RÉPRESSION**À Bure comme ailleurs, la Macronie aime la matraque**

Le 20 juin, la gendarmerie a frappé chez les opposantEs au projet Cigéo d'enfouissement des déchets nucléaires dans la Meuse. Des lieux militants, des habitations et des lieux de travail ont été perquisitionnés, des portes ont été défoncées sans sommation, des militants jetés à terre et menottés ou emmenés de leur lieu de travail avec les menottes.

Les forces de police ont saisi ordinateurs, disques durs, clés USB, téléphones portables, livres... grâce à la commission rogatoire d'un juge agissant pour des faits datant de 2017. 8 personnes en garde à vue dont, fait rare, un avocat.

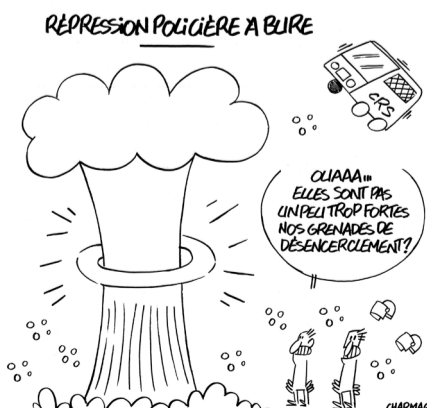
«La préfecture fait tout pour que ça dégénère»

Comment comprendre autrement la présence permanente, en nombre, des «bleus» dans la région, instaurant un climat tendu au quotidien? Ou la violence disproportionnée des CRS lors du rassemblement du 15 août 2017 où Robin a été grièvement blessé au pied? Ou lors de la manif du 16 juin dernier à Bar-le-Duc? Au moment où Cigéo subit une succession de revers, que l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) a émis des avis obligeant à revoir la conception du projet et que l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs (ANDRA) doute en interne de sa sécurité, Cigéo continue à être imposé par la force. «Le gouvernement mise désormais sur la répression. Cent gendarmes mobiles patrouillent tous les jours, on nous filme en permanence. Des personnes ont été contrôlées 35 fois en un mois! Les gens sont excédés» déclarent des opposantEs.

Ce qui insupporte l'État, c'est le refus de la division entre les différentes manières de lutte. Il n'y a pas à Bure les «non-violents» d'un côté et les «radicaux» de l'autre, mais une émulation féconde entre les acteurEs de la bataille contre la poubelle nucléaire. Comme le dit notre camarade Claude: «En lutte depuis 20 ans contre ce projet, je peux témoigner du mépris de l'État... Le débat public de 2005 avait refusé l'enfouissement. Quelques mois plus tard, le gouvernement confirmait l'option de Bure. Les jeunes qui pour beaucoup habitent désormais ici, ont compris l'étendue de ce mépris. Quand on les provoque, ô surprise, ils se défendent. Et depuis qu'ils sont là, on obtient des résultats.»

Où est la violence?

Aujourd'hui, les militantEs syndicalistes, politiques, associatifs, sont victimes de procédures policières fréquentes et fortes. Les prétextes des dégradations de jeunes «cagoulés» (les Black Blocs et autres) ne font pas le poids à côté de la violence du système. Les attaques subies par la majorité de la population, le chômage de masse, la précarité, le déclassement social, l'abandon de toute une partie des habitantEs des quartiers, des campagnes, les attaques contre l'environnement, la biodiversité et le climat, le mépris et l'humiliation vécus tous les jours, que l'on soit salariéE d'un Ehad, cheminotE, ouvrierE chez Ford, livreurE chez Deliveroo, micro-entrepreneurE chez Uber ou caissierE chez Carrefour, l'arrogance des gouvernants, la richesse indécente affichée à longueur de temps, partout, par une minorité de puissants... sont les ferments qui alimentent les réactions de militantEs, de jeunes radicaux qui ne supportent plus la vie qui nous est faite. Le NPA soutient celles et ceux qui se battent, à Bure comme ailleurs, contre le système capitaliste qui broie nos vies et mutilé la planète.

Commission nationale écologie

Certes, cela fait bien longtemps que cet humanisme de posture est mis à mal par des pratiques gouvernementales répressives d'un bout à l'autre de l'Europe, mais aucun dirigeant n'avait osé revendiquer une décision aussi barbare. Les effets ont été hélas immédiats, et ont ouvert les vannes à l'expression de positions racistes et xénophobes, ainsi qu'à la mise en scène d'une pseudo « crise européenne » dans laquelle Macron voudrait jouer le rôle de chevalier blanc pourfendant l'intransigeance extrémiste de Salvini. L'exécutif français ferait pourtant bien de balayer devant sa porte avant de diaboliser ses homologues italiens. Qu'a-t-il fait pour venir en aide aux passagerEs de l'Aquarius? Que fait-il aujourd'hui pour ceux du Lifeline en attente d'un débarquement dans un port européen? Seuls les dirigeants du Conseil exécutif de Corse ont rompu le silence assourdissant des autorités françaises en proposant l'hospitalité aux bateaux humanitaire et à leurs passagerEs.

Un sommet européen de la honte

Les 28 et 29 juin, les dirigeants européens tiendront un énième «sommet» pour mettre en place «une mécanique de solidarité efficace avec des quotas de répartition». Personne n'est dupe, pas même les participants à cette mascarade à l'échec annoncé. Mais à défaut d'harmonisation des politiques nationales, la seule philosophie partagée par tous sera celle de la «fermeté», de la fermeture des frontières, et de la répression. Ainsi, lors d'un voyage à Tripoli le 25 juin, Salvini et les autorités libyennes ont conclu un nouvel accord financier destiné à la création de nouveaux hotspots (prisons) dans lesquels seront déportés préventivement les migrantEs tentant le voyage vers les côtes italiennes. Il a aussi

MIGRANT-E-S La mobilisation doit monter en puissance!

En renvoyant l'Aquarius et ses passagers, le ministre fasciste de l'Intérieur italien a brisé un tabou, celui d'un principe humanitaire de base, partagé jusqu'alors, au moins formellement, par la plupart des pays européens: le devoir d'assistance à personnes en danger.

réaffirmé la fermeture des ports et la mise hors-la-loi des ONG portant secours aux migrantEs. La France et l'Allemagne défendront l'ouverture de camps fermés (prisons) sur le sol européen, et le renforcement significatif des moyens de Frontex, l'agence européenne chargée du contrôle des frontières.

Développer la mobilisation

Le 26 juin, les sénateurs français ont adopté sans surprise le projet de loi asile et immigration, qui sera ensuite ratifié par la commission paritaire des deux assemblées et voté probablement dans les premiers jours de juillet. C'est dans ce contexte éminemment pesant que les marcheurEs du Vintimille-Londres continuent leur périple à travers la France, entamé il y a deux mois. Profitant de ce contexte, la mouvance identitaire multiplie les messages haineux à leur rencontre sur les réseaux sociaux. Les services de renseignement ont même prévenu les marcheurs que leur cortège risquait d'être attaqué. Comment s'en étonner quand le ministre de l'Intérieur décide de ne pas poursuivre en justice leurs militants lorsque ceux-ci jouent les supplétifs de la police à la frontière franco-italienne? Mais les marcheurEs ne se laissent pas intimider par ces menaces, ils et elles retiennent surtout les nombreux témoignages de sympathie que suscite leur manifestation.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Toutes et tous à Calais samedi 7 juillet!

La marche des solidarités appelle à faire de la dernière étape française, qui s'arrêtera à la frontière avec l'Angleterre, un point fort de la mobilisation contre l'Europe forteresse et en soutien aux migrantEs. Il faut faire de cette date

un grand rassemblement de toutes les anticaristes et antifascistes qui ne supportent plus de rester l'arme au pied devant les crimes des autorités européennes! Les militantEs du NPA répondront présents à cet appel, et participent d'ores et déjà à l'organisation concrète de l'événement. Des cars partiront de Paris (voir page Facebook «Marche des solidarités»), et une cagnotte pourra permettre aux associations, partis et syndicats de participer financièrement, permettant ainsi d'assurer la gratuité du voyage pour les

migrantEs. Rejoignez-nous nombreuses et nombreux pour exiger l'ouverture de la frontière avec l'Angleterre, exiger l'arrêt immédiat de l'hécatombe aux portes de l'Europe, l'abrogation de toutes les lois racistes et réaffirmer notre désir de «fraternité», oublié par leur «république»!

Alain Pojolat

LOI PACTE Nouvelles attaques contre les droits des salariéEs

Les ordonnances n'ont pas suffi. Avec la loi Pacte présentée le 18 juin par Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, le gouvernement entend continuer à dépouiller les salariéEs de leurs droits.

Le cynisme est total puisque l'avant-projet de loi accorde d'un côté aux entreprises la faculté d'inscrire dans leur objet social une prétendue «responsabilité sociale»... tout en leur permettant de l'autre de s'exonérer d'une série d'obligations vis-à-vis de leurs salariéEs en révisant les effectifs à atteindre pour les déclencher (les fameux «seuils»).

Des nouveaux «seuils»

Le droit du travail est en effet différencié: les droits des salariéEs dépendent de la taille de l'entreprise. Quand on sait que le salariat se répartit à parts à peu près égales entre entreprises de plus ou moins de 50 salariéEs (l'effectif qui obligeait à mettre un place un comité d'entreprise et un CHSCT), on comprend l'enjeu



pour le patronat: diminuer la part des salariéEs ayant un peu plus de droits que les autres. Une fois les droits rognés par les ordonnances, le gouvernement décide donc maintenant à qui ils vont s'appliquer en trafiquant les chiffres. Les seuils seront réduits au nombre de trois (11, 50 et 250 salariéEs) et les seuils intermédiaires seront relevés au seuil supérieur. Et ce n'est que s'ils sont dépassés

pendant cinq années consécutives que les salariéEs pourront réclamer les droits en découlant. Cerise sur le gâteau, une baisse d'effectif en dessous du seuil sur une seule année remettra le compteur à zéro et les salariéEs devront patienter cinq ans supplémentaires... Autant dire que les boîtes auront, au gré des licenciements ou des ruptures conventionnelles, les mains libres pour s'en affranchir totalement!

Des salariéEs vont perdre des droits

On ne pleurera pas sur le règlement intérieur, code interne de discipline qui concernera moins d'entreprises (le seuil passe de 20 à 50 salariéEs). Mais les droits et obligations concernés sont loin d'être anodins. On citera notamment le barème des indemnités perçus en cas de licenciement abusif, moins favorable quand l'effectif n'atteint pas 11 salariéEs; le seuil pour l'établissement d'un plan social qui reste à 50 salariéEs mais qui sera plus difficile à franchir; le taux de majoration de la compensation obligatoire en repos en cas de dépassement du contingent annuel d'heures supplémentaires (pour avoir 100% il faudra désormais travailler dans une boîte de plus de 50 salariéEs, contre 20 aujourd'hui); le local de restauration (seuil relevé de 25 à 50 salariéEs); le local syndical (seuil relevé de 200 à 250); le financement de la formation professionnelle; le versement transports (réservé aux entreprises de plus de 11 salariéEs)...

Le gouvernement annonce ne pas vouloir toucher au seuil pour l'emploi de personnes handicapées (20 salariéEs) ni au calcul des effectifs pour la mise en place du comité social et économique. Pour le moment? Nul doute que les parlementaires LREM à sa botte sauront rivaliser d'imagination pour aggraver le texte comme ils l'ont fait pour d'autres...
Comité NPA de l'inspection du travail

Si Gustavo Petro n'était pas le candidat rêvé des classes populaires, Iván Duque est un candidat réactionnaire à tout point de vue. Soutenu par les milieux d'affaires, il se revendique libéral sur le plan économique en proposant d'abaisser la fiscalité des entreprises et d'exploiter toujours davantage les ressources naturelles. Face à la crise vénézuélienne, le nouveau président colombien exprime un discours aux relents xénophobes contre les centaines de milliers de Vénézuéliens qui fuient la misère et les pénuries d'aliments et de médicaments. Il s'est d'ailleurs réuni avec l'opposante vénézuélienne la plus droitière et la plus pro-Washington, María Corina Machado.

Accord de paix fragilisé

Le sujet principal de la campagne était ailleurs, autour de l'accord de paix signé en novembre 2016 avec la guérilla des FARC. Iván Duque appartient aux secteurs de la droite qui ont toujours refusé ce texte et avait voté « non » au référendum sur son adoption. Son élection fragilise la paix. Durant la campagne présidentielle, il s'est engagé à apporter des « corrections » à l'accord, notamment de revenir sur la protection juridique des anciens guérilleros et leur présence garantie de quelques sièges dans chacune des assemblées parlementaires. Les négociations avec la dernière guérilla en activité, l'ELN, s'annoncent particulièrement difficiles. Iván Duque doit ce positionnement très droitier à son mentor à qui il doit toute son ascension politique, l'ancien président colombien de 2002 à 2010, Álvaro Uribe. Ce

COLOMBIE L'extrême droite revient au pouvoir

Le candidat de l'extrême droite, hostile à l'accord de paix avec les FARC, Iván Duque, a emporté le 17 juin l'élection présidentielle colombienne avec 54 % des suffrages exprimés contre 42 % à Gustavo Petro, le candidat de gauche.

dernier, lié aux paramilitaires les plus sanglants, a été impliqué en 2008 dans le scandale dit des « faux positifs », où les forces de l'ordre assassinaient des dizaines de civils innocents dans le but de les faire passer pour des guérilleros. Le processus de paix en Colombie est fragile du fait de l'absence de fiabilité de la parole de l'État. On se souvient qu'en 1984, les FARC avaient signé des accords de paix, respecté un cessez-le-feu et créé une organisation politique légale, l'Unité patriotique. Quelques mois plus tard, plusieurs milliers de membres de l'Unité patriotique étaient assassinés par des forces « de l'ordre » et des paramilitaires. Si Iván Duque remet en cause ces accords, la possibilité de reformation d'une guérilla ou que des anciens guérilleros rejoignent l'ELN n'est pas à exclure.

Score inédit pour la gauche

La bonne nouvelle de cette élection est l'émergence du candidat de gauche, ancien guérillero, ancien maire de Bogotá, Gustavo Petro. Avec 42 % des suffrages exprimés, il rassemble huit millions de personnes. Il est en tête dans la capitale Bogotá et dans



Iván Duque, CENTRO DEMOCRÁTICO

les départements de la côte Pacifique. La présence d'un candidat de gauche au second tour et récoltant un tel nombre de suffrages est un fait inédit en Colombie, que l'on peut espérer annonciateur d'une opposition puissante à la présidence d'Iván Duque. Le programme de Gustavo Petro n'était pas de nature à mobiliser massivement les classes populaires. L'abstention a atteint 47 %. Au cours de la campagne, alors que sa présence au second tour était probable, il a tâché de se montrer présidentiable, c'est à

dire de modérer son discours en s'abstenant d'attaquer les puissants, proposant un programme qui ne veut pas « appauvrir les plus riches mais enrichir les plus pauvres », notamment pour séduire l'électorat du candidat centriste, Sergio Fajardo, arrivé troisième à l'issue du premier tour avec 23,7 %. Il proposait notamment une timide réforme agraire, modérée mais suffisante pour générer la peur des possédants, acquis à Duque. Les classes populaires colombiennes ont besoin d'une opposition de classe au pouvoir d'Iván Duque. La stratégie de guérilla a montré ses faiblesses et son impasse, le maintien de l'accord de paix est toutefois important et le désarmement des forces paramilitaires devrait être un objectif majeur. Au-delà de la résolution du conflit armé, la question sociale demeure centrale. La situation économique des Colombiens est préoccupante après quatre années consécutives de récession, une pauvreté qui atteint 13 millions de personnes et une précarité au travail qui affecte 50 % de la population active, dans le second pays le plus inégalitaire d'Amérique latine. **Pedro Huarcaya**

ÉGYPTE Fausse amélioration économique, vraie répression

De fait, au niveau macro-économique, la croissance du PIB a augmenté, de 3,5 % en 2015-2016 à 4,2 % en 2016-2017 avec une prévision de 4,8 % en 2017-2018. L'inflation est passée de 35 % en juillet 2017 à 12 % en juin 2018. Les réserves en devises étrangères qui avaient dramatiquement baissé couvrent actuellement 5 mois d'importation de biens et de services.

Des signes inquiétants

Le régime se flatte d'avoir permis une reprise du tourisme par sa politique sécuritaire, mais les recettes actuelles sont à peine la moitié de celles de 2010. De plus, en septembre 2017, la Banque centrale d'Égypte a annoncé que la dette extérieure du pays était passée à 79 milliards de dollars US, soit une augmentation de 41 % par rapport à l'année précédente. L'endettement public est en augmentation, la dette publique intérieure atteignant près de 200 % du PIB et l'endettement privé s'aggrave à cause d'une loi de 2014 qui autorise la délivrance de microcrédits.

Des hausses de prix insoutenables

Pour réduire le déficit budgétaire le gouvernement cherche des recettes supplémentaires en augmentant le prix de nombreux services. Début

Depuis quelques mois, les fidèles du régime égyptien et le FMI ne cessent de crier victoire : la situation économique s'améliore, des jours radieux s'annoncent.



WIKIMEDIA COMMONS

juin, le prix de l'eau a augmenté de 45 % et le prix du ticket de métro du Caire a plus que triplé du jour au lendemain. Des émeutes avec occupation des voies ont éclaté spontanément mais ont été vite réprimées. Le deuxième jour de la fête (fin du Ramadan), c'était le tour des carburants dont le prix a augmenté de 35 à 50 %, et celui des bonbonnes de gaz de 60 %. En juillet ce sera le tour de l'électricité (26 %), des cartes grises (environ 90 %), des permis de conduire (1400 %) et des permis de séjour des étrangers y compris des réfugiés (2400 %) !

Un pouvoir impopulaire

La population est à bout. On entend de plus en plus de gens se plaindre de ne plus pouvoir vivre tout simplement. Le programme *Takafol wa karama* (solidarité et dignité) mis en place pour compenser la suppression des subventions ne s'applique que dans 10 gouvernorats sur 27, et il faut près de 18 mois pour être inscrit. Le pouvoir craint des émeutes, il réprime de plus en plus. Alors qu'il dit s'attaquer aux Frères musulmans et à Daech, la plupart des détenus sont des libéraux, des laïcs ou des socialistes. Un professeur de l'université de Helwan

affirme que « le président Al-Sissi dirige ce pays comme un militaire qui exige que tout le monde marche en rangs serrés derrière lui. Toute parole dissidente, toute opposition est immédiatement perçue comme une atteinte à l'unité nationale. Sa conception du pays est simple : celui qui est avec moi est un ami, celui qui est contre moi est un ennemi de l'Égypte qu'il faut abattre. Le peuple est pris en otage et se trouve désormais recroquevillé sur sa solitude et sa peur ».

L'Occident et la France complices

En Occident toutes les puissances considérant l'Égypte comme un État stable dans une région plus qu'instable ne trouvent rien à redire à cette politique répressive. La France encore moins que les autres puisque l'Égypte est son plus grand acheteur d'armes. Elle a d'ailleurs été épinglée par Amnesty International qui écrit que Paris fournit au Caire « des armes et des équipements pouvant servir à des fins de sécurité intérieure et de maintien de l'ordre, faisant d'elle un complice de la répression féroce mise en œuvre par les autorités égyptiennes ». **Hoda Ahmed**



Le monde en bref

Nicaragua Une enquête accablante d'Amnesty international. Les mobilisations contre le gouvernement de Daniel Ortega (voir *L'Anticapitaliste* n°430) se poursuivent au Nicaragua, malgré la violente répression exercée par les autorités, par l'intermédiaire de la police ou de groupes paramilitaires liés au pouvoir. Dans un communiqué publié le 25 juin, l'ONG rapporte avec de nombreux détails les pratiques violentes des autorités nicaraguayennes : « Selon le Centre nicaraguayen des droits humains (CENIDH), le nombre de victimes s'élève à plus de 190, tuées pour la plupart par la police et les groupes armés progouvernementaux. Le harcèlement des journalistes et des défenseurs des droits humains se poursuit, tout comme les restrictions d'accès au droit à la santé pour les manifestants blessés. » Le week-end dernier, ce sont pas moins de 10 personnes qui ont été tuées dans le cadre des manifestations, « dont huit auraient été tuées par des groupes armés progouvernementaux et des membres de la police nationale. » D'autres violences du pouvoir sont décrites par le menu : « Amnesty International a reçu des informations faisant état d'autres mesures sans précédent : des petits avions survolant Jinotepe et certains quartiers de Managua, vaporisant sur les manifestants de la cyperméthrine (un insecticide qui provoque vomissements, étourdissements et vertiges chez les humains) et des véhicules du ministère de la Santé semble-t-il utilisés – tout comme des véhicules se faisant passer pour des ambulances de la Croix-Rouge, comme l'a souligné cet organisme lors d'une conférence de presse – pour transporter des groupes armés progouvernementaux. » Loin du « progressisme » revendiqué par le gouvernement Ortega... et par certains de ses soutiens dans la gauche occidentale.

La disparition programmée des forêts primaires ?

C'est une étude qui fait froid dans le dos. Réalisée par l'université du Maryland (États-Unis), et récemment présentée à l'université d'Oxford (Royaume-Uni) par l'un de ses auteurs, le chercheur Peter Potapov, l'étude établit que les forêts primaires, c'est-à-dire celles qui n'ont jamais été exploitées ou fragmentées par les humains, disparaissent à un rythme inquiétant. Comme le rapporte entre autres liberation.fr (24 juin), « entre 2014 et 2016, les forêts primaires ont perdu chaque année une surface de 90 000 km², soit la superficie d'un pays comme l'Autriche. » Ainsi,



WIKIMEDIA COMMONS

même si à l'échelle mondiale on peut constater un ralentissement dans le mouvement global de déforestation, dû aux politiques du reboisement, les chiffres ne disent pas tout, principalement en raison du fait que les forêts primaires n'ont pas la même « valeur » écologique que les forêts secondaires, notamment en ce qui concerne le ralentissement du réchauffement de la planète. Ainsi que l'explique Jean-Luc Dupouey, chercheur à l'Inra cité par *Libération*, « les forêts primaires ont une biodiversité plus élevée que les forêts secondaires. Leurs espèces ont des potentiels de dispersion plus faibles. Leur reconstitution se mesure en siècles. [...] Les forêts à forte naturalité sont un patrimoine dont on connaît mal les modes de reconstitution. Une fois coupée, on ne sait pas combien de temps il faudra pour retrouver une forêt primaire. Des centaines voire des milliers d'années, peut-être jamais. » L'étude de l'université du Maryland apporte ainsi une pierre supplémentaire à l'édifice de celles et ceux qui tirent la sonnette d'alarme sur les conséquences de l'hyper-exploitation capitaliste quant à la survie même de l'écosystème... et donc des sociétés humaines.

Un an après, le gouvernement Macron a montré qu'il n'était vraiment pas du côté des LGBTI: les promesses de PMA sont reportées aux calendes grecques et on observe encore et toujours une augmentation des violences contre les personnes LGBTI. En ce mois des marches des fiertés, qui perdent chaque année un peu plus de leur contenu politique, il est temps non seulement de reprendre la rue mais aussi de trouver le moyen de gagner...

Dossier réalisé par la commission LGBTI de la Région parisienne



**CONTRE LE GOUVERNEMENT
LE PATRIARCAT ET L'ÉTAT**

**NOS DROITS
SONT
FONDAMENTALEMENT
DÉSOLÉS**

DÉGAGEONS CE GOUVERNEMENT!

Dès l'élection d'Emmanuel Macron, nous pointions le fait que, sous couvert d'une campagne « gay-friendly », le gouvernement formé par Macron était peuplé d'homophobes, à commencer par Édouard Philippe et Gérald Darmanin. On ne voyait pas trop quoi attendre de Macron après que celui-ci s'était plaint qu'on ait humilié la Manif pour tous... Et nous n'avons pas été déçus.

Une hausse des violences et promesses non tenues

Le gouvernement Macron est complice de l'augmentation des violences à l'égard des LGBTI (lesbiennes, gays, bis, trans, intersexes) dont témoignent les derniers chiffres de SOS Homophobie avec une hausse alarmante de 15% des agressions. Dans un contexte de libération d'une parole homophobe et de montée partout en Europe de l'extrême droite, Macron entretient non seulement un discours réactionnaire, comme il l'a fait lors de son intervention devant la conférence des évêques au mois d'avril, mais il n'a de plus accordé aucun moyen financier conséquent pour lutter contre les LGBTIphobies.

Son dernier discours sur les aides sociales devrait nous prouver une fois de plus qu'il n'est définitivement pas de notre côté. Les LGBTI sont particulièrement touchés par les politiques d'austérité, en particulier les personnes trans qui sont les plus précarisées: qu'il s'agisse de la baisse du nombre de places d'accueil en foyer pour les LGBTI en rupture familiale, des coupes budgétaires dans la

santé qui affectent les politiques de prévention et de soins du VIH/Sida, ou encore du financement des associations de lutte contre l'homophobie et la transphobie. Quant au droit à la PMA qu'il avait promis aux couples de lesbiennes, là aussi on peut toujours attendre! S'il n'avait rien promis aux personnes trans qui sont toujours oubliées des promesses de campagnes, pour les droits des trans rien ne bouge: c'est toujours le parcours du combattant pour changer d'état civil. Le passage devant le tribunal, s'il peut se faire sans avocat depuis la réforme de la justice, reste une procédure complexe et souvent coûteuse pour les personnes les plus précaires.

Nous sommes des cheminotEs, des migrantEs, des étudiantEs

Mais surtout les personnes LGBTI sont aussi pour leur grande majorité des travailleuses et travailleurs, des cheminotEs, des fonctionnaires et des étudiantEs, dont les droits sont largement attaqués par le gouvernement Macron. Ce gouvernement comme les

gouvernements qui l'ont précédé va encore précariser notre classe, et en premier lieu les femmes et les personnes LGBTI.

Depuis février les jeunes se mobilisent contre la loi Vidal et défendent une université ouverte à touTEs. La loi asile-immigration prévoit un durcissement de la procédure de demande d'asile pour faciliter les expulsions: les LGBTI font partie des demandeurs d'asile les plus vulnérables. Dans le monde du travail, les grèves se multiplient dans de nombreux secteurs (poste 92, catacombes, travail social, santé...) dont le plus emblématique est la grève des cheminotEs.

C'est une stratégie de combat dont nous avons besoin pour arracher des droits et dégager ce gouvernement: d'une grève reconductible de l'ensemble des secteurs touchés, d'un mouvement d'ensemble.

Mais nous avons besoin de nous organiser spécifiquement à l'intérieur et à l'extérieur de ces mouvements afin que nos revendications en tant que femmes et LGBTI ne soient pas oubliées comme c'est bien souvent le cas. **Mimosa Effe**

PMA: ON LUTTERA TANT QU'ON EN AURA BESOIN!

Il y a 5 ans, l'extension de la PMA (procréation médicalement assistée) aux couples de femmes et aux femmes seules était déjà une promesse du gouvernement Hollande: avec le « Mariage pour tous », elle était censée assurer une égalité entre personnes homos et hétéros dans la loi. Mais face à la déferlante homophobe de droite et d'extrême droite, le gouvernement a fait marche arrière. Aujourd'hui, malgré ses promesses de campagne, Macron se montre tout aussi frileux à l'idée de légiférer sur la question...

L'accès à la PMA aujourd'hui

Dans la législation actuelle, la PMA est réservée aux couples hétérosexuels « en âge de procréer » et qui peuvent justifier d'une relation commune depuis au moins deux ans. Si la PMA n'est pas autorisée pour les femmes célibataires et/ou lesbiennes, ces dernières y ont quand même recours, et se livrent systématiquement à un véritable parcours de la combattante. Dans les pays limitrophes qui l'autorisent (Espagne, Belgique, Royaume-Uni), une PMA coûte au bas mot 10 000 euros. Cette méthode très coûteuse n'est pas envisageable pour la plupart des femmes travailleuses, chômeuses, précaires: l'accès à la PMA est donc aussi une question de classe. Mais cela ne veut pas pour autant dire que les femmes des milieux populaires y renoncent. Le recours aux techniques « artisanales » (seringue sans aiguille contenant le sperme d'un donneur insérée dans le vagin) peut constituer une alternative, mais il expose



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

également les femmes à des risques sanitaires accrus, notamment aux maladies sexuellement transmissibles.

Dans les deux cas, il est difficile – voire impossible – d'obtenir un suivi médical adapté. D'une part parce que les gynécologues sont peu à accepter de suivre des patientes en toute illégalité. Mais aussi parce que l'hôpital

public subit de plein fouet les politiques d'austérité de la droite et du PS, politiques qui touchent en premier lieu les femmes.

IVG / PMA: même combat

En refusant d'accorder la PMA à toutes les femmes, le gouvernement nous envoie un message clair. Nous n'avons pas notre mot à dire, car c'est l'État qui contrôle

**VERNEMENT,
ORDRE MORAL**

**ÉSIRS
NT
RDRE**

U'IL LE FAUDRA

OPPRESSION DES LGBTI ET CAPITALISME

Les droits LGBTI gagnent du terrain dans la plupart des pays occidentaux ainsi que dans quelques autres pays comme l'Argentine par exemple. Pour autant tous ne cèdent pas...

Cela pourrait s'expliquer par le positionnement politique des gouvernants. Mais même la gauche, généralement en faveur des LGBTI, n'accorde pas l'égalité totale en droit comme en témoigne le recul sur la PMA sous Hollande. Ainsi, l'idéologie seule n'explique pas notre oppression. Et même si la condition des LGBTI s'améliore dans ces pays, leur oppression se maintient pourtant. C'est donc qu'il existe, derrière l'idéologie et les lois (la superstructure), des racines plus profondes, des bases matérielles à l'oppression (l'infrastructure).

Les LGBTI : victimes d'une oppression spécifique dans le cadre du patriarcat

Les LGBTIphobies sont bien plus que de simples discriminations, elles sont révélatrices d'un système qui les opprime à tous les niveaux et dans toutes les sphères (travail, famille, école, justice...), le patriarcat. Cette oppression prend plusieurs formes (de la marginalisation au meurtre en passant par les violences), mais elle réside dans le fait même que nous sommes à la marge. Nous sommes en effet minoritaires numériquement, mais non pour des raisons biologiques, mais pour des raisons sociales et politiques (historiquement l'hétérosexualité a été érigée comme norme), nous sommes donc minoritaires politiquement.

La famille hétérosexuelle : pilier du capitalisme

Le modèle de la famille hétéro-bénéficiaire au mode production capitaliste. En effet, le capitalisme est un système de production basé sur la concurrence des entreprises pour le profit. Pourquoi ? Car le profit est nécessaire pour développer les investissements permettant à celles-ci de rester dans la course. Et pour augmenter la part des profits, il faut rogner sur la part des salaires... Ainsi, le système capitaliste est basé sur l'exploitation des travailleurs, c'est-à-dire que ces derniers produisent plus que ce pour quoi ils et elles sont rémunérés, à hauteur de la reproduction de la force de travail (ce qui leur est nécessaire pour retourner travailler le lendemain : alimentation, logement, services domestiques, loisirs...). C'est là que la famille devient une institution économique intéressante pour ce mode de production, car elle permet d'effectuer gratuitement cette reproduction de la force de travail via la production d'une future main-d'œuvre et de sa subsistance, ce qui permet aux capitalistes de maintenir des niveaux de salaires très bas et donc d'augmenter la part des profits. Pour la bourgeoisie, la classe qui possède le capital, la famille



remplit une autre fonction, la transmission de la propriété privée, afin d'assurer la reproduction de sa propre classe.

Enfin, la famille, en plus de permettre à la classe dominante d'asseoir sa domination économique, permet également d'asseoir sa domination idéologique car elle reproduit en son sein les rapports hiérarchiques nécessaires au maintien de la société en classes, elle transmet les normes et valeurs dominantes telles que l'hétérosexualité, les normes de féminité et masculinité...

Les LGBTI sont-ils solubles dans le capitalisme ?

C'est en partie dans le cadre du capitalisme que des identités LGBTI ont pu émerger, du moins grâce à une période faste dans les pays industrialisés (les « Trente glorieuses », 1945-1975). En effet, les femmes accèdent massivement au marché du travail afin de combler le besoin en main-d'œuvre, les salaires réels augmentent, et la protection sociale est mise en place, permettant d'assurer les débouchés à la production d'alors via la consommation. Ainsi, les individus peuvent s'autonomiser financièrement des tutelles traditionnelles comme la famille, et donc s'affranchir des conventions. Les pratiques homo-érotiques se transforment progressivement en identités revendiquées, un mouvement homo prend forme dans les années 1970, et s'ouvre progressivement aux revendications trans et intersexe, ce qui permet de conquérir des droits. Les premières victoires légales de cette période ont rendu possible l'émergence de communautés LGB ouvertes et à une échelle de masse au sein des pays développés, et ce pour la première fois dans l'histoire. Cette identité s'est propagée partout dans le monde, dans le cadre d'un capitalisme mondialisé.

Ainsi, il semblerait que le capitalisme puisse se réapproprier le fruit de nos luttes, tant que cela ne menace pas sa survie. Le mariage et l'adoption pour les couples homos, même s'ils ont subi les foudres d'une des franges de la bourgeoisie la plus conservatrice, ne menacent pas

en soi l'existence du système, au contraire, puisque cela reproduit la cellule familiale, certes modifiée, mais pas dans ses fondements économiques : la reproduction de la force de travail y est toujours assurée gratuitement. Enfin, les LGBTI constituent un nouveau marché pour les entreprises, elles peuvent s'adresser à nous par une offre de biens et services spécifiques (bars, soirées, sites de rencontres... LGBT), et en nous ciblant dans les médias (publicités, cinéma, séries...). Cela permet donc aux capitalistes d'agrandir le marché, et d'avoir de nouveaux débouchés, et aux LGBT d'acquiescer une plus grande visibilité.

Retour de la famille traditionnelle ?

Néanmoins, si cela apparaît comme un éden possible pour une partie de notre communauté (les gays de catégories supérieures et blancs), ça n'est pas le cas pour la grande majorité des LGBT (notamment des pays du Sud) qui ont un accès plus difficile aux lieux marchands, car dans le cadre du capitalisme, pour se rencontrer, les LGBT doivent payer. Par ailleurs, tous les droits tendant vers l'égalité avec les hétéros ne sont pas accordés. Les valeurs traditionnelles sont très ancrées comme en témoigne l'existence d'un comité d'éthique pour la PMA, et le coût engendré par les autres solutions de reproduction de l'espèce humaine autres que le coût dans le cadre de l'hétérosexualité obligatoire est trop important encore pour céder sur la PMA pour toutes. Enfin, la crise économique des années 1970 a remis en cause le modèle d'État-providence en France et les quelques acquis sociaux dans les pays capitalistes avancés, redonnant à la famille traditionnelle une place centrale dans la solidarité matérielle, et dans la dépendance des individus à celle-ci (c'est également le cas dans les pays en développement dans lesquels les niveaux de salaires sont bas et l'État défaillant quant à la protection sociale), empêchant ainsi les individus de pouvoir vivre leur genre et leur sexualité comme il leur plaît.

Si nous sommes pour l'égalité des droits, comme base minimale, nous sommes surtout pour l'égalité réelle qui implique de fait de rompre avec l'oppression, et donc que l'hétérosexualité ne soit plus obligatoire. L'intégration progressive ne signifie pas l'émancipation.

L'émancipation, comment ?

Arracher des droits est possible dans ce système mais ils seront toujours remis en cause si cela ne convient pas au système et, surtout, s'ils améliorent nos conditions de vie, ils ne permettent pas l'émancipation, c'est-à-dire le droit de pouvoir décider librement de sa sexualité (une vraie libération sexuelle). Les LGBTI ont donc intérêt à rompre avec les bases matérielles de leur oppression, et donc à renverser le patriarcat et le capitalisme. Il s'agit d'une condition nécessaire mais non suffisante car pour que cela advienne, il faut également un combat spécifique pour s'assurer de la disparition de la vieille idéologie. Enfin, en tant que travailleurs et travailleuses LGBTI, nous sommes celles et ceux qui avons le plus intérêt à rompre avec ce système car nous n'avons rien à perdre. C'est pour cela que l'indépendance de classe, vis-à-vis de la bourgeoisie, est cruciale pour mener nos luttes. Pour les entreprises qui défilent à la Marche des fiertés, nous sommes seulement un nouveau marché.

Le début de la révolution russe a créé les conditions matérielles du dépérissement de la famille comme institution économique en sortant les tâches domestiques de la maison. Cela s'est accompagné d'un intense débat sur la libération sexuelle qui a mené au droit à l'avortement et la dépénalisation de la sodomie, même si la contre-révolution stalinienne a fait rapidement le chemin inverse. La révolution sexuelle ne peut aboutir sans révolution sociale, mais cette dernière ne pourra réellement exister sans révolution sexuelle, d'où l'importance d'un mouvement LGBTI pour en poser les bases. **Elsa De Morais**

et régule la reproduction. En tant que femmes, nous sommes dépossédées de la maîtrise de notre propre fertilité.

De ce point de vue, la revendication du droit à la PMA croise un des acquis majeurs du mouvement féministe français : le droit à l'avortement. Afin de disposer librement de son corps et de sa fertilité, nous devons pouvoir choisir soit d'avoir un enfant, soit de ne pas en avoir. Au-delà de l'égalité entre toutes dans la loi, c'est la capacité pour chacune de garder le contrôle sur son propre corps dont il s'agit. En d'autres termes, revendiquer le droit à la PMA pour toutes, c'est se positionner en faveur d'une autonomie accrue pour les femmes. C'est nous permettre d'avoir un enfant tout en se soustrayant à l'hétérosexualité obligatoire : plus besoin pour les femmes qui désirent être enceintes, qu'elles soient célibataires ou en couple lesbien, de subir une relation sexuelle avec un homme.

Organisons-nous pour arracher nos droits !

Le gouvernement Macron nous fait miroiter qu'il finira par nous accorder la PMA. Ne soyons pas dupes ! On l'a vu en 2012 au cours des débats sur le « Mariage pour tous », il aura fallu un mouvement LGBTI d'ampleur pour obtenir nos droits face à une déferlante homophobe et réactionnaire.

Il faut rappeler que certains ministres actuels s'étaient ou se sont récemment positionnés contre l'extension de la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules, comme Édouard Philippe, Gérard Darmanin ou Bruno Le Maire. Gérard Collomb quant à lui a récemment déclaré qu'il craignait qu'avec la PMA « on se retrouve tous cousins ». Ce gouvernement peuplé d'homophobes est tout sauf prêt à nous accorder nos droits sans que l'on mène une bataille !

Le 23 mai dernier, un dîner long-temps tenu secret a également été organisé à l'Élysée pour que Macron consulte des « spécialistes » de la PMA : des représentants de cultes, des organisations réactionnaires, des médecins et autres « experts » ont été conviés lors de ce repas pour donner leur avis de fins connaisseurs de la question. Qu'espère-t-il nous faire croire ? Que nous obtiendrons satisfaction dans les salons du gouvernement ?

Pour nous, la réponse à apporter est simple : un mouvement social d'ampleur pour exiger la PMA. Comme au moment de la lutte pour le « Mariage pour tous », il s'agit de faire grandir, au sein de la communauté LGBTI, la conscience qu'elle seule pourra conquérir les droits qui lui reviennent. Pour le droit à disposer librement de nos corps : la PMA maintenant, pas quand on aura 50 ans !

Lisa Derradji

SANTÉ Au village des services publics



Retour sur le rassemblement organisé le 23 juin sur la place de la République à Paris.

Syndicalistes, associatifs, politiques, éluEs, sont venus de Tonnerre, Ruffec, Remiremont, Saint-Claude, Lure, Charleville, Creil, Ivry, Nord Essonne, Granville, Valognes-Cherbourg, Vire, Concarneau, Brest, Morlaix, Lannion, Douarnenez, Châtellerauld, Moûtiers, Sarlat... et bien d'autres encore, dont le Collectif de solidarité avec les dispensaires autogérés en Grèce, étaient rassemblés place de la République, samedi 23 juin, pour témoigner du fait que les services publics sont mis à mal et les régions abandonnées au profit des grandes agglomérations, et pour dénoncer la « compétition » qui remplace solidarité et coopération dans les orientations de ce gouvernement : « À force de tout privatiser, nous serons privés de tout ! »

Converger pour défendre le droit à la santé

Le Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie a annoncé le programme et propose une organisation sanitaire limitée aux soins de premier recours en médecine de ville, et la création d'« établissements de santé communautaires » dédiés aux personnes âgées, aux malades chroniques, en fermant 60 à 70 plateaux techniques d'hôpitaux de proximité. Promouvoir le « regroupement des spécialistes et de l'ensemble des disciplines médico-chirurgicales spécialisées de court séjour à un niveau départemental » va inévitablement dégrader encore l'accès aux soins partout, pour toutes et tous. Le droit pour chacunE à disposer d'un service d'urgences, y compris obstétricales, à 30 minutes, et d'une maternité à moins de 45 minutes s'éloigne encore. C'est contre la fin de nos services publics, la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires et la privatisation, que la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, avec la Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics et le collectif Notre santé en danger ont assuré la tenue d'un village des services publics. Ce fut un après-midi militant de rencontres et d'échanges. Propositions et exigences en matière de services publics, choix de société que cela implique, rappel que les services publics sont nos biens communs : telles étaient les thématiques au centre de cette mobilisation. En lien avec la Convergence des hôpitaux en lutte, le prochain rendez-vous est à Guingamp, contre la fermeture de la maternité, le 30 juin.

Correspondante

GRÈVE DES CHEMINOT-E-S

Un conflit défait ou victorieux ? Terminé ou juste entamé ?

Après trois mois de lutte et malgré l'érosion des taux de grève dans les dernières semaines, en particulier en région parisienne, l'intersyndicale cheminote CGT-CFDT-UNSA peut se féliciter d'avoir mené jusqu'à sa dernière séquence des 27 et 28 juin sa grève « dure et longue », sur calendrier de deux jours sur cinq, commencée le 3 avril.

Quel bilan à cette étape et alors que gouvernement et direction de la SNCF se flattent d'avoir fait adopter leur « pacte ferroviaire » ? Tout serait-il ficelé et emballé ? Loin de là. Neuf cheminotEs sur dix ont participé à cette grève, à un moment ou à un autre. Les attaques de Macron et Pépy continuent à être vomies. D'où les médias, surtout pro-patronaux, de s'inquiéter des conséquences d'un conflit qui a encore creusé le fossé entre des dizaines de milliers de cheminotEs et leur hiérarchie. Climat dégradé, oui. Mais pas une raison de pleurer, pour les cheminotEs. Paradoxalement, à la suite de cette grève qui n'a pourtant pas fait céder le gouvernement et le patronat, le rapport de forces en faveur de leur communauté combative en sort renforcé.

La question lancinante de la vraie grève

Le gros des cheminotEs a largement suivi cette grève perlée, concoctée par l'intersyndicale pour s'aligner sur le calendrier de négociations et discussions parlementaires. Un rythme trop tranquille et routinier pour bousculer comme il l'aurait fallu. Des noyaux et équipes combattives ont essayé de déborder ce cadre convenu en appelant à une vraie grève qui à la fois leur aurait permis d'avoir des assemblées générales plus massives et démocratiques, aurait donné un signal bien plus fort pour le ralliement d'autres secteurs, parce qu'elle n'aurait pas été en pointillé. Cette minorité de cheminotEs, dans les différents syndicats et chez les non-syndiqués, qui a tenté de passer outre ce calendrier, n'y



PHOTO THÈQUE ROUGE / DAMIEN VERGNE

a pas réussi mais a néanmoins imprimé au mouvement beaucoup de sa pugnacité et de sa ténacité. Si le secrétaire général de la CGT-cheminots, Laurent Brun, a pu ironiser sur la faiblesse de cette minorité, c'est que son influence ne lui avait pas échappé ! Et c'est cette minorité qui pour beaucoup, parce qu'elle était tous les jours en grève reconductible, a organisé le gros des actions en direction de collègues et d'usagerEs. Elle qui sur la région parisienne a été à l'origine d'une inter-gares, rendez-vous quasi-hebdomadaire stimulant de discussions et d'organisation d'actions.

Et maintenant ?

La grève « sur calendrier » touchant à sa fin et à un constat d'échec si on s'en tenait à son résultat, les leaders de la CGT et de SUD-Rail appellent à poursuivre par de nouvelles journées, en ciblant seulement pour l'heure les

vendredi et samedi 6 et 7 juillet, jours de premiers grands départs en vacances. Les directions de l'UNSA et de la CFDT ont annoncé qu'elles n'en seraient pas, ce qui n'a pas fait le scoop, bien des grévistes se demandant depuis longtemps si elles en avaient jamais été ! Mais par delà les annonces quelque peu tonitruantes des directions de la CGT et de SUD sur la poursuite du mouvement, prises par bien des cheminotEs comme des rododromes de circonstance, le milieu combatif du rail est très conscient des batailles nécessaires qui s'annoncent pour l'avenir. Les restructurations internes, nécessaires à la mise en concurrence des cheminotEs et à la casse de leur réglementation et de leurs conditions de travail, vont se poursuivre : tarissement et désormais fin de l'embauche au statut, précarisation et réduction drastique d'effectifs, pour raisons d'« économies », qui ont déjà amené à des catastrophes comme celle de Brétigny par exemple. Des infos viennent de fuiter sur le fait que les directions d'établissements de conducteurs d'Île-de-France réfléchissent à dénoncer prochainement tous les accords locaux. Aussitôt ont eu

lieu des réactions et assemblées spécifiques de conducteurs. À la suite de quoi, sans nier farouchement, les directions se sont faites prudentes...

Pour des journées inter-pro sans dispersion

À la veille de l'été, la perspective que les cheminotEs soient rejoints dans la lutte par un autre secteur du monde du travail s'est considérablement amenuisée. Personne n'ignorait que c'était la condition essentielle pour gagner le bras de fer contre Macron. La prétendue journée interprofessionnelle du 28 juin, après que les fédérations cheminotes et autres avaient appelé à des rendez-vous séparés ce printemps, en particulier le 22 mai, ne fait pas rêver ! Les cheminotEs restent pourtant attentifs à ce qui se passe ailleurs : la nouvelle de la grève à EDF a été commentée et, dans plusieurs dépôts, des premiers contacts ont été pris entre cheminotEs mobilisés et électriciens. Ce qui confirme l'absence de corporatisme de cette grève. Avec ou sans nouveaux points forts en juillet et août, la rentrée de septembre se fera à l'aune des acquis de la grève : combativité et conscience d'être la lutte d'un même monde du travail, qui doit faire front aux sales coups du gouvernement, en particulier à la prochaine réforme des retraites. Macron, qui jouait les gros bras en mars et parlait même en coulisses de s'offrir le scalp des cheminotEs, sort de cette grève cheminote avec un statut d'homme détesté ! Il peut certes se prévaloir d'un bon score institutionnel, sa majorité parlementaire de béni-oui-oui ayant entériné sa politique anti-ouvrière, mais dans le pays réel, dans le milieu ouvrier majoritaire et dans la jeunesse qui en est solidaire, les haines se sont accumulées. Les cheminotEs n'ont certes pas été largement suivis dans leur grève de ce printemps, mais leur combat a été plébiscité, ce qui est malgré tout une victoire.

CorrespondantEs

SOLIDARITÉ Palestine vaincra, libérez Georges Abdallah !

À l'appel de la Campagne internationale pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, trois cents personnes ont manifesté le samedi 23 juin à Paris, de la place des Fêtes à la place de la République.

Un cortège bruyant, bigarré, combatif, dans lequel se sont retrouvés, pour exprimer leur colère et leur solidarité, des militantEs venuEs de Belgique, de Suisse, d'Allemagne ou d'Italie, au côté de leurs camarades français : 34 ans de prison, 34 ans de résistance, libérez Georges Abdallah !

Acharnement

Comme le répète inlassablement Georges, le combat pour sa libération et contre la répression à vie que



BDS FRANCE

compte lui infliger l'impérialisme sont intimement liées à son engagement, à notre engagement au côté des luttes du peuple palestinien. Rappelons ici qu'il est libérable depuis 1999 et qu'il ne reste en prison qu'en raison de l'acharnement du gouvernement français, de l'État d'Israël et de ses partisans. Un simple arrêté d'expulsion signé du ministre de l'Intérieur aurait pu permettre à Georges de rentrer au Liban où il est attendu. C'était sans compter sur Manuel Valls qui, en 2016, a refusé de le faire, au nom de la lutte contre le terrorisme et sans doute de son « attachement éternel à Israël »... Dès maintenant, la campagne prépare le rassemblement annuel en octobre devant la prison de Lanmezan où Georges est écroué.

Alain Pojolat

FORD BLANQUEFORT À la recherche du déclic

La bataille en cours contre la fermeture de l'usine se mène peut-être sans l'espoir de changer l'issue qui nous est promise depuis dix ans. Les défaites lors des mobilisations plus ou moins récentes (Continental, Goodyear, PSA Aulnay, Métal Temple, GM&S...) n'aident pas à convaincre qu'empêcher une fermeture est possible. Et finalement on peut se demander si la première des batailles ne serait pas celle contre le fatalisme et la résignation ambiante.

Le constat est clair : les collègues sont, pour la plupart, comme paralysés, incapables d'agir ou sans volonté d'agir. C'est vrai, il y a l'usure de décennies de travail et donc moins l'envie de se battre pour garder son emploi, source d'ennuis,

de fatigue, de blessures physiques et morales, avec le ras-le-bol des chefs, des pressions et chantages patronaux. Il y a aussi cette propagande permanente, partout, pour expliquer qu'on ne peut rien faire d'autre que subir, qu'il n'y a rien à faire contre les lois du marché.

LE HAVRE Grève à l'hôpital Pierre-Janet

L'hôpital Pierre-Janet (HPJ) regroupe la psychiatrie et la pédopsychiatrie et fait partie du groupe hospitalier du Havre (GHH). Environ 700 salariéEs travaillent sur ce pôle. À l'origine pensé comme un HP ouvert, il a été à la pointe d'une conception de la psychiatrie alternative à l'enfermement.

Une logique qui a le grand tort, du point de vue des autorités, de nécessiter beaucoup de personnel. Pourtant, comme dans l'ensemble des hôpitaux psychiatriques, la situation se dégrade au fil des années et on est aujourd'hui bien loin du projet initial. Cette dégradation est particulièrement critique au service des urgences où plus de 10 patients passent régulièrement la nuit (pour 5 lits disponibles), dans des conditions indignes : matelas au sol, pas d'intimité... À cette situation s'ajoute un manque structurel de psychiatres, une grande partie des postes existants n'étant pas pourvus.

Le Rouvray comme catalyseur

Après des mois de mobilisations régulières (mardis de la colère) et la participation à la coordination des hôpitaux en lutte, la grève de la faim du Rouvray a servi de catalyseur à l'élargissement de la mobilisation. Le mouvement de grève reconductible a débuté le 16 juin aux urgences puis s'est élargi sur HPJ. La grève a permis de fonctionner en assemblées générales quasi quotidiennes, qui réunissent plus d'une centaine de personnels, et grâce auxquelles une nouvelle génération s'engage dans la lutte. Les AG, soutenues par Sud, la CGT et la CFDT, déterminent les revendications (création d'une unité de 35 lits, qui correspond au nombre de lits supplémentaires régulièrement ajoutés sur les quatre unités d'hospitalisation, stagiarisation des contractuels, mise en place d'un pool de remplacements et annulation de la fermeture de deux centres médico-psychologiques...) et le calendrier des actions. Depuis le 16, celles-ci se multiplient : rassemblement avec les cheminotEs, occupation des instances, chorale à la fête de la musique... La plus réussie d'entre elles étant sans doute la die-in devant le conseil de surveillance, qui a contraint les honorables membres de l'institution à enjamber une centaine de personnels pour sortir, symbolisant ainsi la violence des politiques d'austérité.

Vers l'élargissement ?

Le soutien à la mobilisation commence à se développer : déclaration des médecins d'HPJ, interventions du comité havrais de défense des services publics... Pour l'instant, les propositions de la direction (création de deux postes, « meilleur approvisionnement en linge ») sont perçues pour ce qu'elles sont : des provocations. La victoire du Rouvray a redonné des forces aux personnels. D'autres HP recommencent à se mobiliser dans la région. La conscience qu'au-delà des importantes victoires locales, c'est toute une politique qu'il faut abattre se développe. L'enjeu des jours et des semaines à venir est l'élargissement de la mobilisation sur d'autres sites.

Correspondant



DR

DROIT DU TRAVAIL Encore un cadeau aux patrons de l'ubérisation

Dans la continuité des ordonnances de destruction du code du travail, une loi « Pénicaud 2 » est en examen à l'Assemblée nationale. Intitulée très cyniquement « loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel », elle va entériner de nouveaux reculs des droits des travailleurEs.

C'est dans ce cadre qu'un amendement LREM a été adopté la semaine dernière avec l'objectif affiché « d'améliorer la couverture sociale des personnes employées par les plateformes numériques ».

Des protections... pour les patrons

Sans grande surprise, cette mesure ne prévoit aucune amélioration réelle de la protection des travailleurs ubérisés. Bien au contraire. Les plateformes devront désormais adopter une « charte » interne définissant des droits et des obligations pour l'entreprise et ceux avec qui elle est en relation. Ces salariéEs déguisés, faux indépendantEs mais vrais exploités, verront donc désormais leur travail encadré par une charte dans laquelle il pourra être prévu un niveau de revenu d'activité



DR

« décent » ou des mesures afin de garantir aux travailleurEs des « conditions de travail décentes ». Les termes sont fumeux mais un énorme cadeau pour les plateformes s'y cache : la charte ne pourra pas constituer un indice qui caractériserait l'existence d'un lien de subordination juridique entre la plateforme et les travailleurEs. Il s'agit d'une véritable assurance contre le risque de requalification par les juges des contrats

de prestation en contrats de travail.

À l'opposé de ces prétendues protections qui n'en sont que pour les plateformes, les travailleurEs ubérisés demandent les mêmes droits que ceux des salariéEs. C'est par la grève qu'ils ont commencé à résister l'an dernier. Car indépendantEs ou pas, l'arme des travailleurEs, c'est la grève !

Comité NPA de l'inspection du travail

Capitulation des pouvoirs publics

Ce sentiment d'impuissance est visible du côté des salariéEs. Et pourtant, cette pseudo-inévitabilité des licenciements ou fermetures d'usines, ce sont les gouvernements, l'État, les pouvoirs publics qui l'ont fabriqué. Ils ont laissé les mains libres aux multinationales, aux capitalistes, ils leur ont donné quasiment les pleins pouvoirs, ils leur ont fait des cadeaux illimités, des « aides » qui relèvent d'un véritable vol, d'un détournement d'argent public qui va (in)directement dans la poche des actionnaires. Ford en est un bel exemple.

Mais quand il s'agit de rendre des comptes, il n'y a plus personne, ni du côté patronal, bien sûr, ni du côté du pouvoir. Après un semblant de bras-de-fer, le ministre Le Maire, l'élu local Juppé, et d'autres encore, se déballonnent et capitulent

lamentablement. Ces gens-là revendiquent cyniquement leur impuissance au lieu d'imposer à Ford de respecter ses obligations envers les salariéEs et la collectivité. Cette désertion contribue à la résignation ambiante. Bizarrement, une fermeture d'usine se passe tranquillement, sans cris, sans contestation, comme « acceptée » et faisant partie des lois de la vie. Tant pis pour les emplois perdus, pour l'aggravation de la précarité, le risque de sinistre social dans toute une région.

Minoritaires mais mobilisés

Sauf que même dans cette situation, on peut tenter l'impossible, oser s'opposer, proposer de lutter avec détermination. Nous sommes un noyau parmi les salariéEs de l'usine à vouloir résister pour dénoncer l'inacceptable. Alors nous

multiplions les actions avec l'idée qu'on va changer la donne.

Le 20 juin à Cologne, nous étions 37 devant le siège de Ford Europe, déployant une banderole « Non à la fermeture », accueillis fraternellement par des syndicalistes allemands qui ont dénoncé le mépris et la brutalité des dirigeants de Ford. Sur la route, nous avons reçu le soutien des cheminotEs en lutte de la Gare de l'Est à Paris, un pot chaleureux et solidaire. Le 25 juin, grâce au cinéma de Blanquefort, c'était une séance-débat du film *En Guerre*, en présence du réalisateur Stéphane Brizé et de Xavier Mathieu (ex-Conti), pour discuter notamment de la violence des possédants. HK était lui aussi présent, pour chanter entre autres « On lâche rien ». Et le 26, nous avons tenté un blocage de l'usine le premier jour de la procédure PSE (plan de licenciements et fermeture



CGT FORD

de l'usine). À 30 nous avons peut-être fait le plus court blocage de toute l'histoire du mouvement ouvrier ! Mais nous étions là. Enfin, le 30 juin, nous appelons à une manifestation unitaire, à Bordeaux, contre la fermeture, contre les licenciements partout, avec le soutien de plusieurs organisations syndicales, associatives,

politiques. Le sort d'une usine, comme de la SNCF ou d'un hôpital, c'est l'affaire de touTEs, donc on a besoin de riposter ensemble.

On se dit que le déclic viendra bien, que la colère l'emportera sur la résignation. À suivre.

Philippe Poutou

« ROUTES NATIONALES DE FRANCE »

Vers la privatisation du réseau routier ?

Depuis la loi de décentralisation de 2004 qui transférait la gestion de routes nationales aux départements, et la privatisation des autoroutes en 2005, il ne reste aujourd'hui plus que 12 000 km de routes sous la compétence de l'État. Les infrastructures se dégradent, et on estime aujourd'hui qu'il faudrait investir 4 milliards d'euros en dix ans pour les rénover.

C'est dans ce contexte que le gouvernement réfléchit à la constitution d'un Établissement public industriel et commercial (comme la SNCF...) « Routes nationales de France » qu'il inscrirait dans sa loi d'orientation sur les « mobilités ». L'EPIC regrouperait aussi bien les directions interdépartementales des routes, les services maîtrise d'ouvrage des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)... que les sociétés concessionnaires d'autoroutes comme Vinci.

Casse des statuts et externalisation au programme

En lien avec CAP 2022, il permettrait de sortir 9 000 agents du budget de l'État. Il ne serait plus financé par l'impôt mais par des redevances payées par les automobilistes. Ce serait la masse salariale qui servirait de variable d'ajustement, l'EPIC devant générer 50 % de son budget de fonctionnement sur ses fonds propres. Les recrutements se feraient hors statut et des missions pourraient être externalisées. Il apparaît clairement que ce gouvernement a pour ambition de privatiser à terme ce qu'il reste du réseau routier national. 79,1 % de la population se déplace en voiture, parcourant en moyenne 13 000 km par an et par automobiliste. Avec la fermeture des lignes locales de train et le recul plus général des services publics dans les territoires, les populations n'auront pas d'autre choix que prendre davantage encore le volant, ce qui permettra aux grands groupes privés de se constituer des rentes comme pour les autoroutes.

Aberration écologique

La question écologique se pose également. En effet, le transport routier est le mode de transport le plus polluant, sans parler de l'imperméabilisation des sols et de la destruction des écosystèmes dues aux infrastructures. Il faut d'ailleurs noter qu'avec ce projet, les automobilistes paieraient au total plus que les poids lourds, alors que ces derniers polluent plus et dégradent davantage les routes.

Là encore, on peut voir l'hypocrisie d'un gouvernement qui se réclame de l'écologie, du développement durable et qui sacrifie le bien commun aux intérêts des entreprises.

Le NPA refuse cette logique et se bat pour la construction d'un grand service public des transports. Un service public qui permet le désenclavement des territoires, assure la complémentarité entre les différents moyens de transport, l'intermodalité et l'entretien des infrastructures. Cela ne peut passer que par l'expropriation des grands groupes capitalistes, et notamment ici des sociétés concessionnaires d'autoroutes, du BTP, du transport...

Correspondant



Les comités en action!

Montreuil Visite du Musée de l'histoire vivante. «1848 et l'espoir d'une république universelle, démocratique et sociale»: c'est le thème de la nouvelle exposition au Musée de l'histoire vivante à Montreuil. Il y a 170 ans, une explosion révolutionnaire entraîne la chute de la Monarchie de Juillet et couvre Paris de barricades, dressées par des artisanEs et des ouvrierEs broyés par le libéralisme économique et une industrialisation brutale. Ces quelques mois de lutte, de février à fin juin, apportent la victoire aux républicains bourgeois qui écrasent le prolétariat des faubourgs (classe laborieuse, classe dangereuse!). Les historienEs ont établi qu'un effroyable bain de sang avait eu lieu: entre 7000 et 10000 morts. Mais cette défaite signe aussi les débuts de l'organisation de la classe ouvrière, rassemblée autour d'un nouveau symbole: le drapeau rouge.



NPA

Le NPA Montreuil et l'association RaDAR ont organisé le samedi 23 juin une visite de l'exposition. C'est Éric Lafon, le directeur scientifique du musée, qui nous a guidés durant 1h30, à la découverte de ce mouvement révolutionnaire sous-estimé, bien que largement analysé par Marx et Engels. Nous étions une dizaine à contempler les nombreuses œuvres et publications d'époque exposées dans le cadre incroyable du Musée de l'histoire vivante. Comme il fait beau, en plus de vous cultiver, vous pouvez également vous balader dans le magnifique Parc Montreuil.

Correspondant

Musée de l'histoire vivante, 31 boulevard Théophile-Sueur, 93100 Montreuil
Site internet: <http://www.museehistoirevivante.fr/>

Internationalistes!

Rencontre entre le NPA et l'USTKE

Le 14 juin, une délégation du NPA a rencontré, dans nos locaux de Montreuil, deux représentants de l'Union syndicale des travailleurs kanak et des exploités (USTKE): André Forest (président) et Rock Haocas (secrétaire confédéral en charge de la communication et des relations extérieures).

La rencontre entre le NPA et l'USTKE a été l'occasion d'un échange riche entre deux organisations dont les relations ne sont pas nouvelles même si nous avons été forcés de constater, à regret, que notre parti, dont l'influence et la force de frappe demeurent modestes, n'avait pas été, ces derniers temps, à la hauteur des enjeux posés par la situation en Kanaky/Nouvelle-Calédonie.

Référendum sincère ou manœuvres politico-administratives?

Nos camarades de l'USTKE nous ont fourni des éléments de compréhension et d'analyse de la situation du processus de «décolonisation» officiellement à l'œuvre depuis 1988 et les accords dits de Matignon, et a fortiori depuis 1998 et les accords dits de Nouméa, signés alors que Lionel Jospin était Premier ministre. Des accords qui prévoyaient notamment la tenue d'un référendum d'autodétermination, qui aura lieu en novembre prochain et dont la portée et les modalités ont été au cœur de nos échanges avec l'USTKE.

Les camarades nous ont ainsi longuement expliqué les irrégularités qui entachent déjà le référendum, avant même que celui-ci ait eu lieu, notamment dans le processus par lequel la liste électorale a été constituée: difficultés d'inscription pour les Kanak dont plusieurs milliers, voire plusieurs dizaines de milliers, ne figurent pas sur la liste (que les autorités refusent de mettre à disposition), modification



DR

de la loi organique, qui permet désormais de figurer sur la liste à la seule condition d'être né sur le territoire et d'avoir 3 ans de résidence, au lieu de 10 auparavant, etc. Autant de manœuvres politico-administratives destinées à minimiser au maximum le poids des Kanak lors du vote alors que, comme nous l'ont rappelé les camarades de l'USTKE, l'évidence est qu'un scrutin d'autodétermination concerne en premier lieu le peuple kanakisé...

Aux Kanak de décider librement de leur avenir!

L'USTKE et le Parti travailliste se posent aujourd'hui de plus en plus la question, au vu de toutes ces irrégularités, de refuser de considérer ce scrutin comme sincère et de refuser d'y participer. Une position définitive sera arrêtée entre cet été et la rentrée, après que

la liste électorale aura été rendue publique, avec un certain nombre d'inconnues, liées notamment aux nuances, voire aux divisions, au sein du mouvement indépendantiste, mais aussi aux risques que pourrait représenter une trop large victoire du «Non» lors du référendum.

Le NPA continuera de suivre et de relayer la lutte des Kanak face au colonialisme français, et de resserrer les liens avec nos camarades sur place, dont le combat politique et social mérite d'être salué et mieux connu. Face aux poussées nationalistes et chauvines qui entachent malheureusement certaines parties de la gauche, nous ne manquerons pas de rappeler, avec d'autres, que le temps des colonies est fini et que les Kanak doivent pouvoir décider librement de leur avenir!

J.S.

Occitanie

Succès du stage régional de formation anticapitaliste

Ce sont près de 70 militantEs anticapitalistes de la région Occitanie qui se sont retrouvés dans le Tarn les 23 et 24 juin dernier pour un stage de formation.

Des délégations de sept départements étaient présentes, rassemblant des camarades de toutes générations dans un cadre bucolique en bord de rivière à la périphérie du village médiéval de Burlats.

«Faut-il détester les médias?»

Cette année, l'invité du stage de formation était notre camarade Julien Salingue, qui a animé deux débats. Le premier, intitulé «Faut-il détester les médias?» a permis de faire le point sur la question des médias, mise au centre des discussions politiques, entre autres par la dénonciation du «parti médiatique» faite par Mélenchon, mais aussi par l'hostilité de plus en plus manifeste des secteurs mobilisés à l'égard des grands médias. Un sujet complexe dans

lequel nous devons trouver une orientation équilibrée combinant, d'une part, critique de la mainmise des grands groupes capitalistes et de l'État sur les grands médias et rôle idéologique de ces derniers et, d'autre part, nécessité de défendre et renforcer la liberté de la presse, l'indispensable travail des journalistes et les conditions de travail de ces dernierEs.

Discussion autour du mouvement autonome

La seconde formation animée par Julien Salingue était, au sein de notre courant, une première tentative de théorisation (réussie!) du mouvement autonome qui prend une place croissante, depuis plus d'une dizaine d'années, dans les mouvements sociaux. Au-delà de la caricature, un premier échange

animé (dans le bon sens du terme) a eu lieu sur la caractérisation de cette mouvance, ses liens avec le mouvement ouvrier, sa dimension radicale qui nous interroge, mais également sur les impasses des courants qui la composent.

Une douzaine d'ateliers de formation ont également eu lieu, animés par des camarades de la région: un cycle sur Mai 68, sur les questions féministes, des ateliers sur l'Iran, les luttes antinucléaires, la Catalogne...

En bref, une échéance réussie du NPA, qui a permis de prendre un peu de recul après plusieurs mois de luttes et de mobilisations. Prochaine étape, l'université d'été fin août à Port-Leucate, où les militantEs de la région Occitanie seront bien présents!

Correspondant



Université d'été du NPA



SOUS LA PLAGE, LES PAVÉS...

Cette dixième édition de l'université d'été du NPA arrive à point nommé fin août pour préparer la rentrée politique et sociale. Meeting de rentrée du NPA, rencontres internationales, invitéEs, éclairages historiques et anniversaires (Mai 68 bien sûr mais aussi le bicentenaire de la naissance de Karl Marx), formations et débats d'actualité...

C'est un lieu d'échanges entre sympathisantEs et militantEs du NPA, mais aussi un espace de rencontres avec des militantEs du mouvement social ou d'autres courants politiques de la gauche radicale (d'ici et d'ailleurs...), ainsi qu'avec des intellectuelEs et des spécialistes. Le tout bien évidemment dans une ambiance conviviale et ensoleillée, sous la tonnelle, au bord de la piscine ou à la plage...

INSCRIPTION EN LIGNE

www.npa2009.org/ue2018

POUR PLUS D'INFORMATION, voir la rubrique sur le site ou par mail

universite.ete@npa2009.org



Les prochaines initiatives du NPA à l'occasion des 50 ans de Mai 1968

Judi 28 juin Sarlat

Avec Yvan Lemaître. À 20h, salle Denoix au Colombier, ancien hôpital, près du centre culturel

Samedi 30 juin Auch

Avec Alain Krivine. 14h-23h30, salle des Cordeliers

Samedi 7 juillet Gérardmer

Avec Alain Krivine. Plus d'infos à venir

l'Anticapitaliste la revue

Le n°98 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à:

l'Anticapitaliste

2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Bande dessinée

Dix-sept ans après les attentats du 11 septembre 2001 et le déchaînement de la « guerre contre le terrorisme », le moins que l'on puisse dire est que les grandes puissances occidentales, loin de s'être débarrassées du phénomène terroriste, y sont régulièrement confrontées et que leurs actions politico-militaires semblent même avoir contribué à amplifier le phénomène. L'ouvrage *La Septième arme, une autre histoire de la république*, apporte un éclairage inédit, pour qui n'est pas familier de la chose militaire, sur le mantra de la « guerre contre le terrorisme », en défendant la thèse selon laquelle il trouverait son origine dans une doctrine élaborée en France dans les années 1950, celle de la « guerre révolutionnaire ».

Une doctrine française

La « guerre révolutionnaire » a été théorisée par plusieurs officiers français, notamment le colonel Charles Lacherois qui, fort de son expérience de terrain en Indochine entre 1951 et 1953, a élaboré une nouvelle doctrine contre-insurrectionnelle, inspirée principalement des pratiques du Viêt-Minh face à l'armée coloniale française. L'une des idées centrales de la doctrine de la « guerre révolutionnaire » est que toute armée doit, pour vaincre militairement, emporter l'adhésion de la population civile et l'impliquer, même indirectement, dans le combat. En 2003, Lacherois témoignait ainsi : « Je me penche sur la question avec mon chef du 2^e bureau. Celui-ci m'explique que nous sommes en mesure d'évaluer avec peu de marge d'erreur les effectifs

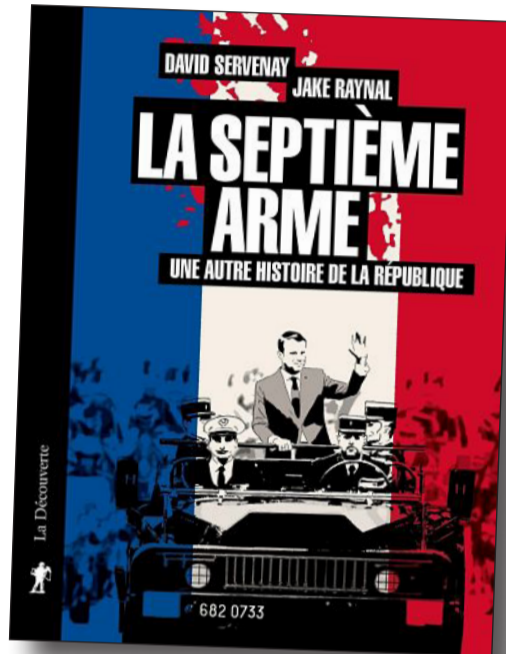
La septième arme, une autre histoire de la république

De David Servenay et Jake Raynal, Éditions la Découverte, 144 pages, 19,90 euros.

des troupes régulières de premier rang du Viêt-Minh mais qu'en réalité ce chiffre ne signifie rien car toute la population jusqu'aux enfants est engagée dans l'affaire. Les troupes de deuxième rang sont en effet formées de tous ces gens qui vous environnent, qui travaillent et qui sont mobilisés quand il le faut. Ce sont eux qui coupent les voies ferrées, les réseaux téléphoniques et montent les embuscades. [...] C'est là que j'ai compris que toute la population était engagée dans la lutte.

La BD au service de l'enquête journalistique

C'est sur cette base que la doctrine de la guerre révolutionnaire est élaborée, « qui met en œuvre des techniques de conditionnements psychologiques et d'organisation de l'espace susceptibles de transformer la population civile en arme de conflit ultime ». Elle connaît un succès fulgurant dans les cercles militaires français et sera rapidement mise en pratique en Algérie et au Cameroun,



avant de se diffuser plus largement, en Amérique latine, aux États-Unis, en Afrique, etc. Elle sera, entre autres, une source d'inspiration pour le Hutu Power au Rwanda. C'est cette histoire que le journaliste David Servenay, auteur entre autres d'ouvrages sur le génocide des Tutsis au Rwanda, et l'auteur-dessinateur Jake Raynal, nous racontent

dans ce livre passionnant, souvent construit comme un reportage télévisé, avec une progression chronologique, des focus historiques, l'appel à des « grands témoins » (militaires, universitaires), etc. L'alternance entre récit et témoignages, entre dessins sans texte et textes sans dessin, rythme efficacement l'ouvrage, qui relate une histoire méconnue et pourtant essentielle : les racines historiques, idéologiques et matérielles des guerres contre-insurrectionnelles « modernes », y compris les déclinaisons afghane ou irakienne de la « guerre contre le terrorisme », et le rôle pivot qu'a joué l'armée française dans l'élaboration et la diffusion de cette doctrine.

Que l'on ne s'attende pas à un ouvrage antimilitariste ! Il s'agit bel et bien d'un travail d'enquête journalistique, magnifiquement servi par le format BD, qui offre des clés de compréhension d'une doctrine et de son histoire, et de la façon dont progressivement nombre de guerres ont été maquillées en banales opérations de « maintien de l'ordre ».

Julien Salingue

Théâtre

L'Établi, d'après Robert Linhart

Mis en scène par Olivier Mellor. Théâtre de l'Épée de Bois- Cartoucherie, Paris. Jusqu'au 1^{er} juillet.

Cinquante ans après mai 68, Olivier Mellor et la compagnie du Berger adaptent au théâtre le roman-témoignage *L'Établi* de Robert Linhart, paru en 1978, dans lequel l'auteur raconte son expérience de dix mois passés comme ouvrier spécialisé à l'usine Citroën de la porte de Choisy. Embauché à la suite de 1968, il fait partie des militants intellectuels maoïstes qui se sont « établis » en usine pour militer dans la classe ouvrière.

Épuisement, racisme, répression

Il y découvre la division du travail ségrégationniste entre français et immigrés, le travail à la chaîne, la course infernale pour ne pas « couler », l'épuisement physique et moral, le racisme. Relativement isolé, il peine à militer dans cette usine de 1300 personnes. Mais la colère est bien là, et quand la direction de l'usine annonce un allongement du temps de travail pour rattraper les journées de grève du printemps, tout explose. Avec une petite équipe d'ouvriers, Linhart se réunit au bistrot d'à côté pour organiser la riposte. Les premiers jours, la grève prend, mais face à l'appareil répressif de la direction qui n'hésite pas à faire appel à des interprètes pour intimider les travailleurs étrangers, le noyau de grévistes se réduit rapidement. De plus en plus isolé, Robert Linhart devient une cible facile, il est mis à l'écart dans un petit entrepôt avant d'être finalement licencié à la veille des congés d'été.

Violence du travail à la chaîne

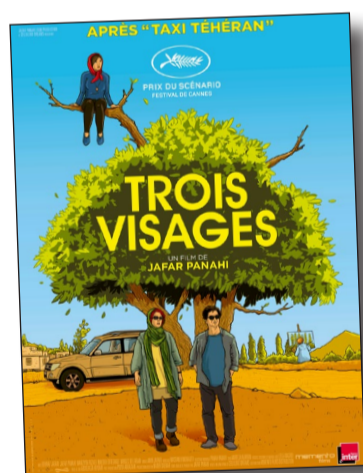
Le rythme de la pièce rend vivante la description du travail en usine, pas le temps de s'ennuyer. Le décor métallique plonge le spectateur dans l'atmosphère de l'usine, à travers un système de chutes qui évoquent le vacarme ambiant et les cadences infernales. L'esthétique, monumentale, rend compte de la violence du travail à la chaîne. Seul bémol, on peut regretter que cette adaptation au théâtre émusse l'expression des sentiments du personnage. La colère de ne pas pouvoir entraîner des collègues plus largement et l'impuissance face à une hiérarchie de fer, passages forts du livre, sont à peine évoqués.

Mais le pari de donner à voir les espoirs et les déceptions d'une génération de militantEs prêts à consacrer leur vie pour changer le monde est réussi. La description poignante et réaliste du travail en usine, ses injustices et l'indignation qu'il suscite font du texte de Linhart une œuvre toujours aussi précieuse et actuelle.

Zoé Liazou



Cinéma



Trois visages, de Jafar Panahi

Film iranien. Prix du scénario au Festival de Cannes.

cinéaste. Il vit sous la menace d'une incarcération (il a été condamné à une peine de prison que la justice n'a jamais fait exécuter). Il continue cependant de faire des films et le régime semble plus ou moins le tolérer. Mais le réalisateur ne peut sortir du pays (sauf à ne pas y revenir).

Le film est plein de fantaisie : on y croise des passionnés de séries télévisées, un prépuce baladeur (que le père du jeune circoncis souhaite voir confié à un homme viril) et jusqu'à une vieille qui teste sa future tombe. Mais c'est indéniablement un film sérieux qui stigmatise les obstacles qui empêchent

les femmes de réaliser leur destin et laisse aussi transparaître d'autres aspects de la réalité iranienne : la pauvreté des campagnes et le caractère multinational du pays (dans le village, de nombreux habitantEs parlent turc et non persan).

Henri Wilno

Festival

25^e Cognac Blues Passions

Du 3 au 7 juillet 2018.

La saison des festivals de musique est lancée, celui de Cognac en Charente ouvre le bal le 3 juillet.

La paisible cité charentaise va vivre durant 6 jours et 6 nuits presque 24 heures sur 24 aux sons de guitares et d'harmonicas. Les rues de la vieille ville, les vieux chais, les places, les jardins publics et les terrasses de bistrot ont tous un programme alléchant. Seul les concerts donnés dans le cadre du jardin public François-Premier (Blues Paradise et Experience Cognac) sont payants mais à un tarif attractif. Il faut dire que le festival est (largement) subventionné par les très « philanthropiques » maisons de Cognac. Il paraît que la célèbre eau de vie charentaise a toujours influencé les musiciens américains et dopé les



ventes. En tout cas le public compte chaque année un nombre important d'Anglais et d'Américains, mais c'est juste pour la musique...

Hommage aux légendes du blues

L'ouverture du festival le 3 juillet au soir est à ne pas manquer si vous êtes dans la région. L'ensemble des lauréats des Prix « Cognac Passions » rendront hommage aux légendes qui ont marqué les 25 ans d'histoire du festival au cours d'une création exclusive intitulée « Crossroads by Cognac Passions ». De BB King à Joe Cocker en passant par Ray Charles, Buddy Guy, Junior Wells ou encore Ben Harper, un son unique envahira la cité voisine de Jarnac.

La programmation se poursuivra principalement à Cognac avec, notamment, Jacob Banks, Sandra Nkaké, Alice Merton, James Blunt, Asaf Avidan, Beth Diddo (ex-Gossip) et Santana (qu'on ne présente plus), parmi la centaine de groupes qui se produira pendant le festival, sans compter les amateurs.

Avertissement : seule la musique est à consommer sans modération. Sylvain Chardon

Un homme et une femme quittent Téhéran dans un gros 4x4. La femme est une célèbre actrice de séries télévisées (Behnaz Jafari), l'homme un réalisateur de films (Jafar Panahi lui-même). Les deux personnages sont réels. Le fil directeur de la fiction est qu'ils ont reçu un petit film, tourné sur un téléphone portable, dans lequel une jeune fille leur annonce son suicide, provoqué par le refus de sa famille de la laisser entrer au conservatoire, pour sans doute devenir actrice. Ils ne sont pas persuadés de l'authenticité de l'histoire mais prennent la route.

Quelle liberté des artistes en Iran ?

Le 4x4 erre sur des routes de plus en plus mauvaises vers le nord-ouest et un village de l'Azerbaïdjan iranien. Le premier sujet du film est la liberté des artistes en Iran. Jafar Panahi lui-même est sous le coup d'une interdiction d'exercer son métier de

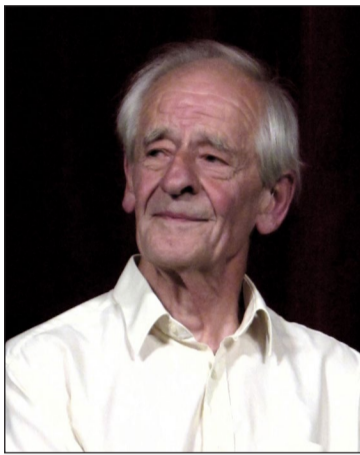
COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com
27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Lip en Mai 68 « Des AG tous les jours et l'occupation jour et nuit »

Entretien. Rencontre avec **Charles Piaget**, l'un des animateurs de la lutte des Lip à la fin des années 1960 et au début des années 1970.



WWW.UNIVERSITE-SI.ORG

Quelles étaient les particularités de l'action militante syndicale chez Lip avant 1968 ?

Je suis élu CFTC en 1953, avec plusieurs autres jeunes. Nous avons vite compris que même avec le code du travail nous étions quantité négligeable face à la direction. L'entreprise était très compartimentée, bâtiments séparés : horlogerie-mécanique-employés-production. Fred Lip, le patron, avait réussi à se débarrasser des délégués issus de la Résistance en moins de 3 années. Il existait une communication habile : journal d'entreprise, causerie une fois par mois du patron à tous les salariés. Lors de grèves nationales (pouvoir d'achat, retraites, etc.) environ 80 salariés débattaient sur plus de 1000. Seul point très positif, une bonne entente CGT-CFTC. Après un long débat entre nous, nous en avons déduit que seuls les salariés syndiqués ou non, regroupés en collectif conscient, pouvaient représenter une force face au patron. Constituer ce collectif était donc notre tâche principale. Nous avions illustré ceci par une règle : les 90/10. Passer 90 % de notre énergie à constituer cette force et 10 % pour le reste : étude des dossiers, rapports avec la direction et avec notre syndicat.

Nous avons alors pris l'habitude de nous rencontrer longuement et régulièrement en dehors de l'usine pour réfléchir, inventer des combines permettant la constitution d'un réseau solide dans l'usine. Chacun d'entre nous devait avoir un carnet et un crayon, se mêler aux salariés lors de la pause du matin, au restaurant, aux vestiaires et écouter, noter les remarques sur leur boulot, le chef, les vacheries pour augmenter les cadences etc. Les tracts distribués étaient de plus en plus appréciés. Nous avons découvert grâce à cela que les heures supplémentaires n'étaient pas calculées selon la loi. Nous avons obtenu un rappel d'une année pour toutes et tous. Nous nous sommes attaqués au secret des salaires en distribuant par tract des feuilles de paie diverses. La direction a été assaillie par les injustices que cachait le secret des salaires. Nous avons lutté victorieusement contre les licenciements traditionnels dans l'horlogerie. Progressivement nous avons constitué un grand réseau de salariés nous informant précieusement. Ce collectif prenait corps.

Comment s'est déroulée la mobilisation dans le cadre de mai 68 ?

Nous distribuons un tract en préparation du 13 mai : « Les étudiants ont de bonnes raisons de se révolter, nous aussi avons de bonnes raisons de manifester ». Le 13 mai est une réussite. La préparation du 20 mai s'est faite avec la CGT Lip.

Nous tenions au déroulement très démocratique de cette journée. 6 heures du matin, devant l'usine, des militants CGT de l'UL barrent la porte d'entrée, manches de pioche en main. Nous expliquons notre position, les Lip doivent entrer et participer à l'AG au restaurant. La CGT Lip, même position que nous, l'UL se retire. Fred Lip arrive entouré de ses fidèles et propose une négociation immédiate. Refus : l'heure est à l'action pas à la négociation.

À l'AG, il y a un exposé sur la situation générale, sur les revendications, et nos raisons d'entrer dans la lutte. On propose le micro baladeur, personne ne veut prendre la parole, peur d'être repéré, les cadres sont là. Nous interrompons l'AG pour 3/4 d'heure. Nous invitons les Lip à se rassembler en petits groupes par affinité : réfléchissez avant de voter. C'est une réussite, vifs débats. Reprise de l'AG, vote massif pour l'occupation, pour un comité de grève reflet de tous les secteurs de l'usine. Après, c'est AG tous les jours et occupation jour et nuit.

La direction doit rester cantonnée dans ses bureaux. Elle est prévenue, nous nous servons des machines à écrire, imprimerie, menuiserie, etc., pour la lutte. La CGT obtient de l'AG le refus d'ouvrir les portes aux étudiants. Un crève-cœur pour nous. En 1973 le collectif aura mûri et acceptera l'ouverture toute grande des portes. De nombreux salariés établissent leur cahier de doléances par atelier ou bureau.

Les salariés ne connaissent pas l'usine, seulement leur atelier ou bureau. Alors les mécanos invitent les horlogers à venir visiter leurs ateliers avec explications. Les horlogers et employés feront de même. Une négociation à lieu avec une très forte augmentation pour les OS (surtout des femmes). Le travail ne reprendra qu'à l'accord national. Au final, des ateliers refusent de reprendre le travail, nous mettons au point « l'école de la lutte ». Ce seront les salariés eux-mêmes qui négocieront avec la direction, un délégué muet les accompagnant.

Dans la foulée, vous avez mis en place des pratiques originales...

Fred Lip découvre une force syndicale qu'il avait mal évaluée au cours de Mai 68. Il va tout faire pour reprendre son autorité. Nous avons utilisé pleinement le nouveau droit d'affichage à

LIP. Un panneau de 3 mètres de large, 1,80 mètre de haut et de très grosses affiches écrites au feutre. Cela devient un lieu de débat. Le patron dénonce l'accord de mai 68 en 1970. Il affirme qu'il fermera l'entreprise s'il y a grève. La peur se répand, une minorité débraye. Alors comme chaque fois, réflexion ensemble en AG.

Nous devons en premier conquérir l'unité entre nous. Ce sera l'invention du serpent. Les 200 grévistes en file indienne font le tour des ateliers et bureaux. À chaque atelier, plusieurs Lip se détachent du serpent vont convaincre des Lip au travail, quelques-uns se lèvent et rejoignent le serpent sous les applaudissements, nous ferons le tour de l'usine deux jours de suite, le serpent devient largement majoritaire, alors nous occupons le local d'expédition. C'est le lieu stratégique, l'envoi des montres pour les premières communions fin juin. C'est une victoire, une nouvelle négociation donnera l'essentiel de l'accord de mai 68. Fred Lip alors concocte une restructuration bidon de la mécanique. Il veut supprimer deux ateliers comprenant les plus dynamiques des délégués.

Se développera une formidable solidarité de toute l'entreprise, qui se terminera par une désobéissance généralisée, les salariés ne fournissant plus aucune indication sur le travail réalisé. Fred Lip est alors désavoué par Ebauches SA, le véritable propriétaire de LIP.

Puis ce sera Lip 73 avec toutes ses innovations : le journal mural, la prise du stock de montres, la mise de côté de machines et de composants de montres pour, en cas d'occupation de l'usine par les CRS, continuer la fabrication dans des ateliers clandestins.

Il y a eu la jonction avec le Larzac, les coordinations des entreprises en lutte, le journal *Lip unité*, Lip au féminin, la lutte des femmes à l'intérieur de la lutte générale pour avoir toute leur place. Bref, de très nombreuses innovations

dont très peu venant des militants et délégués du personnel.

Comment êtes-vous parvenus à dépasser les différences CGT-CFDT et les désaccords avec la direction confédérale ?

Ce qui a joué un rôle : la différence de pratique dans la lutte entre les deux sections CFDT-CGT. La CFDT Lip avait acquis plus d'autonomie envers son organisation syndicale. Nous n'allions pas consulter l'UL et l'UR pour chaque initiative prise par les Lip. La CGT Lip consultait souvent l'UL. Nous n'avions pas un respect excessif de notre hiérarchie syndicale. La CGT Lip, si. Deux exemples : nous avons envoyé une lettre à Eugène Descamp, le secrétaire national, pour lui dire qu'il n'avait pas à être présent lors de la présentation à Bruxelles du nouveau général en chef de l'OTAN. Une lettre à notre fédération critiquant les comptes rendus des conflits : il y manquait toujours le principal, le déroulement de la lutte, ses difficultés, ses innovations.

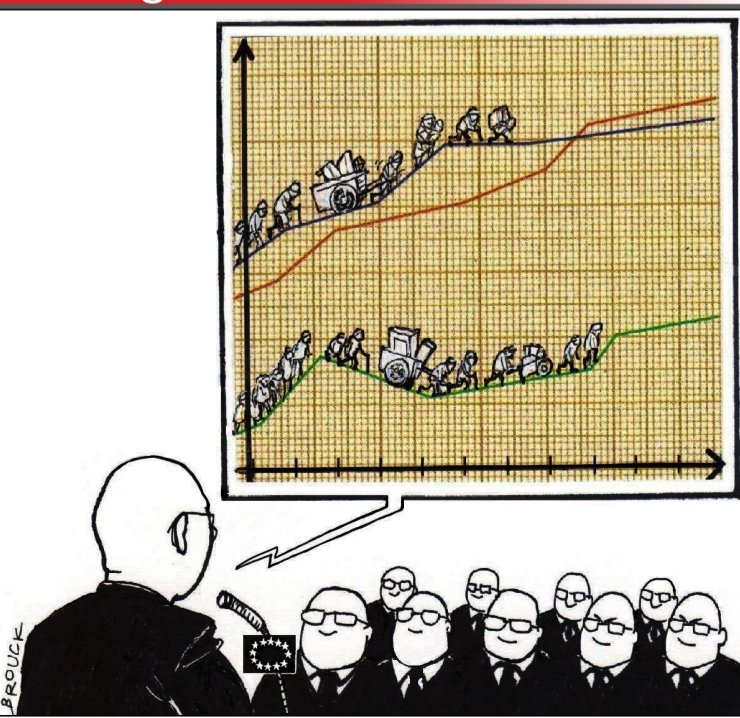
Lorsque les fédérations CGT-CFDT sont venues à Lip, compte tenu de l'ampleur que prenait le conflit, la fédération CGT a constaté la domination du groupe CFDT Lip. Elle a cherché à reprendre les rênes de ce conflit dans d'interminables réunions en commun. C'est ce que nous détestions le plus : au lieu d'être avec les salariéEs dans les commissions de la lutte, c'était la « réunionite ».

Concernant la fédération CFDT le secrétaire Jacques Chérèque était très méfiant sur notre orientation, pour lui le syndicat devait diriger la lutte, alors que pour nous il doit l'animer.

Lorsque le syndicat dirige, alors les salariés se conduisent en dirigés, ils suivent plus avec leurs pieds qu'avec leur tête. Alors que toutes et tous sont des manuels et des intellectuels. La lutte appartient à ceux qui la font, syndiqués ou non, à égalité.

Propos recueillis par Robert Pelletier

L'image de la semaine



Vu ailleurs

basta! DES SÉNATEURS PAS TRÈS BIO.

C'était l'une des mesures emblématiques du projet de loi issu des États généraux de l'alimentation : atteindre 20% de produits bio dans la restauration collective publique d'ici 2022. Adopté en première lecture par les députés le 30 mai, cet objectif inscrit dans l'article 11 du projet de loi a été supprimé lors de son examen en Commission des Affaires économiques le 14 juin. Trente sénateurs du groupe Les Républicains ont en effet porté un amendement qui conserve le seuil de 50% de produits de qualité et labellisés mais ne comporte plus d'objectif sur le bio. Comment ces élus justifient-ils ce retrait, alors même que 90% des parents sont intéressés par une offre de produits biologiques à l'école ? D'après ces sénateurs, l'objectif des 20% pourrait se heurter aux capacités de production, avec le risque « de voir les collectivités territoriales avoir recours à l'importation ». « C'est le serpent qui se mord la queue », réagit Stéphanie Pageot, présidente de la Fédération nationale de l'agriculture biologique (Fnab), contactée par Basta!. Pour créer une dynamique et un marché supplémentaire pour structurer la filière, nous avons besoin d'un objectif. » [...] La question du surcoût des repas est l'autre argument avancé par les sénateurs. « Cela traduit une méconnaissance des pratiques, déplore Stéphanie Pageot. Ceux qui introduisent des aliments bio dans les cantines travaillent sur les menus, le gaspillage alimentaire, en alliant le tout à des animations pédagogiques. Il est nécessaire d'accompagner ceux qui se lancent mais ce n'est pas nécessairement synonyme de surcoût. » Une étude de 2017 réalisée par l'Observatoire de la restauration collective et durable révèle qu'un repas composé de 20% de produits bio coûte en moyenne 1,80 euro en matières premières, quand un repas conventionnel coûte entre 1,50 et 2 euros selon le réseau des directeurs de la restauration collective. [...]

Le Grenelle de l'environnement de 2007 avait fixé un objectif de 20% de produits bio dans les cantines en 2012. Un objectif repris durant le quinquennat de François Hollande dans le cadre du plan Ambition Bio. Qu'en est-il aujourd'hui ? 79% d'établissements scolaires proposent des produits bio (contre 75% en 2016). Mais le volume d'achat en bio ne représente que 2,9% pour la restauration collective. Comment expliquer ces blocages ? « Au-delà des discours, il y a tout un travail de terrain à mener, selon Stéphanie Pageot. La question posée au gouvernement c'est de savoir quels moyens il met en place pour accompagner cet objectif. »

Sophie Chapelle, « Comment une poignée d'élus bloquent une alimentation saine pour tous les enfants », *Basta!*, 24 juin 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org